



## LA FÉRIA DU VÉLO EMBRASE MONTRÉAL

À suivre dans les cahiers  
Actuel > Montréal Plus > Sports

RIMA ELKOURI > La cité à vélo page E1

# La CSN se donne un nouveau visage

La vice-présidente l'emporte de justesse sur le président

GILLES NORMAND

**QUÉBEC** – C'est une femme qui dirigera les destinées de la CSN au cours des trois prochaines années.

Un tonnerre d'applaudissements a en effet accueilli hier après-midi l'annonce du résultat favorable à la vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux, qui a défilé par un vote serré le président Marc Laviolette, en poste depuis trois ans.

Claudette Carbonneau a fait savoir qu'elle convoquera une réunion de son conseil exécutif, probablement au tout début de la semaine prochaine, pour mettre en marche le programme qu'auront fini d'adopter aujourd'hui les 1600 délégués de ce 60<sup>e</sup> congrès.

M<sup>me</sup> Carbonneau devient la première femme élue à la tête de la CSN.

Le président défilait après seulement un mandat, Marc Laviolette, s'est immédiatement rallié à la nouvelle élue, l'assurant de son entière collaboration.

M. Laviolette n'a pas été écrasé. En fin de journée, on a appris de membres de son organisation que les délégués (97 % ont voté) s'étaient prononcés à 805 contre 750 en faveur de M<sup>me</sup> Carbonneau.

« Je voudrais saluer la nouvelle présidente de la CSN et lui assurer tout mon support », a-t-il dit quelques minutes après l'annonce du résultat, tandis que quelques dizaines de mécontents empruntaient avec humeur les escaliers menant à l'extérieur, le temps de digérer la nouvelle qu'ils n'avaient pas vu venir.

« Le congrès de la CSN, c'est l'assemblée générale des syndicats. Ce sont les membres qui décident, le choix a été démocratique et je me rallie à la nouvelle présidente de la CSN », a enchaîné M. Laviolette.

Voir CSN en A2

» « Laviolette me ressemblait trop », dit Gérald Larose

page A4

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C9	Loteries	A2, A8
- télévision	C4	Monde	A7-A9
Bandes dessinées	B6	Mots croisés	B6, S14
Bridge	E8	Mot mystère	B6
Décès	E7	Petites annonces	E4
Éditorial	A10	- immobilier	E4, E5
Êtes-vous observateur?	E4	- marchandises	E5
Feuilleton	B6	- emploi	E5, E6
Forum	A11	- automobile	E6-E8
Horoscope	E6	- affaires	D3
La Presse Affaires		Politique	A3, A5

## MÉTÉO

Orages  
Maximum 23 > minimum 13



6 21924 98765 1

## L'HEURE EST FOOT!



C'est ce matin que s'ouvre à Séoul le Mondial de soccer avec le match France-Sénégal. Pour l'occasion, le cahier Sports de La Presse publie 11 pages sur cet événement, dont les textes de notre envoyé spécial Marc Cassivi, une analyse des groupes A, B, E et F – les premiers à jouer – ceux de notre chroniqueur Jean Gounelle, la chronique de Michel Blanchard, des prédictions, le calendrier et l'horaire télé complets et les dernières nouvelles du Japon et de la Corée du Sud...

PHOTO AP

## La disparition du hockey de R.-C. devient une affaire politique

RÉJEAN TREMBLAY

LES DIRIGEANTS de Radio-Canada pourraient être convoqués devant le Comité mixte sur les langues officielles pour y expliquer comment et pourquoi les francophones du pays seraient privés de la Soirée du hockey alors que *Hockey Night in Canada* continue la vieille tradition du hockey de la Ligue nationale sur les ondes de la télévision publique.

La disparition de la *Soirée du hockey*, une des plus anciennes émissions de télévision en Amé-

rique du Nord, est devenue une affaire politique hier quand la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a manifesté son inquiétude de voir les Canadiens de langue française devenir victimes d'une politique de deux poids deux mesures. « Je suis inquiète que le grand public de langue française de tout le Canada puisse ne pas avoir accès aux matchs du Canadien à la *Soirée du hockey* », a-t-elle dit hier après-midi.

Voir HOCKEY en A2

## « Je suis le motard de Sa Majesté »

C'est autour d'une bonne tasse de thé que les organisateurs du jubilé d'or de la reine Élisabeth II ont couronné le chef du chapitre londonien des Hells Angels, Alan Snob Fisher, pour qu'il accepte de participer au grand défilé qui soulignera mardi les 50 ans de règne de la monarque britannique.

« En prenant le thé de l'après-midi, l'un des organisateurs a dit qu'il voulait 50 Hells Angels dans le cortège. J'ai soulevé la question de notre notoriété publique et je lui ai demandé s'il était certain de vouloir qu'on y participe », écrit M. Fisher dans un texte intitulé *Je suis le motard de Sa Majesté*, publié hier sur le site Internet de la BBC.

« Je ne croyais pas que le public — ou la presse — aurait accepté cela dans l'esprit que nous souhaitons; et je ne croyais pas que le club aurait été partant », poursuit



ISABELLE HACHEY

## LA PRESSE À LONDRES

L'homme de 43 ans à la barbichette et aux bras tatoués.

Pendant ce temps, à Ottawa, le Bloc québécois a échoué par deux fois, hier, dans sa tentative d'obtenir l'appui des autres partis en Chambre à une motion demandant à la reine de s'opposer à la participation des Hells Angels aux festivités entourant le 50<sup>e</sup> anniversaire de son couronnement.

Le concept original, où 50 Hells Angels devaient prendre part au défilé sur le Mall, face au palais de

Buckingham, a donc été modifié. Désormais, divers amants de la moto enfourcheront 50 engins, représentant chacune des années du règne d'Élisabeth II. « Le seul membre des Hells Angels sera Alan Snob Fisher, qui mènera le défilé », confirme une porte-parole du jubilé.

« Quand j'en ai parlé au chapitre de Londres, certains pensaient que c'était une grosse farce. Mais la majorité croyait que c'était bien, à condition que je ne jette pas le discrédit sur le club », écrit M. Fisher. « J'ai eu presque la même conversation avec l'organisateur (du défilé). Je lui ai dit que je ne voulais pas jeter le discrédit sur la reine — ou porter quelque chose comme un tutu rose ou un casque en or. »

Voir MOTARD en A2



PIERRE FOGLIA

envoyé spécial

## EN ROUMANIE

## Le chiendent et l'ortie

BUCAREST — Sous l'étoile rouge communiste, cette inscription: Ceausescu Nicolae, 1918-1989.

N'oubliez pas d'aller pisser sur la tombe de Ceausescu, m'ont enjoint quelques Roumains de Montréal avant mon départ. Francement ce ne sera pas nécessaire. Nicolae Ceausescu qui a saigné la Roumanie pendant 25 ans avant d'être mis à mort après un procès expéditif, Nicolae Ceausescu a été enterré comme un chien. Un trou par le travers d'une allée, à contresens des autres tombes pour bien marquer qu'il est pestiféré. Celui qui venait tout juste de se faire construire, pour y vivre avec Elena, sa femme, un palais d'ors et de marbres plus grand que le Louvre, gît sous une minable butte de terre où vont pisser les chiens du cimetière. Ni stèle ni pierre tombale. De la terre. Y poussent l'ortie et le chiendent.

De l'autre côté de l'allée principale du cimetière, dans un trou semblable, Elena, sa femme, exécutée avec lui. Sous le chiendent aussi. On les a séparés exprès, parce qu'ils s'aimaient (ils se sont tenus par la main jusqu'à la toute fin). On les a séparés exprès, pour que leur mort soit plus ignominieuse encore. Je vous parle du cimetière de Ghencea où j'étais hier matin, dans le nord de la ville. L'insolite et l'extravagant voisinent avec le dépouillement de quelques sculptures magnifiques, en particulier de saisissants visages de Christ. Et des arbres, des tilleuls. Et des roses. On est en pleine floraison des roses. Il venait de pleuvoir. Le parfum mouillé et sucré des roses.

J'étais allé là en taxi. Rendu au cimetière, le chauffeur a voulu m'accompagner jusqu'à la tombe qu'il n'avait jamais vue... De son vivant, Ceausescu se faisait donner des titres grandiloquents, parmi les plus ridicules: le Premier Fils de la patrie. Le chauffeur hochait la tête et répétait, le Premier Fils de la Patrie, le Premier Fils de la Patrie, je pouvais lire la suite de sa pensée: Le Premier Fils de la Patrie sous si peu de terre, quelques orties et du chiendent.

Ceausescu n'était ni Staline ni Hitler, mais ce qu'il a réussi mieux que Staline et Hitler, mieux que les Allemands de l'Est, mieux que n'importe qui, c'est la pourriture morale. Il a institutionnalisé la dénonciation. Par le chantage. Si tu ne dénonces pas ton voisin... Tout le monde avait peur de tout le monde et avec raison, tout le monde (presque tout le monde) dénonçait tout le monde. Du temps de Ceausescu la Roumanie était un pays sale.

Quand il est tombé en même temps que le communisme, on s'est dépêché de le tuer. Et de l'enterrer. En espérant enterrer ainsi toute la saleté de la Roumanie. L'exorcisme a-t-il réussi? Je ne sais pas. Il faudrait le demander aux Roumains, moi je ne suis pas ici pour ça, et croyez-moi, je suis très très content de ne pas être ici pour ça.

» Le combat Dorin-Balbi: on veillera tard

page S13

**FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL**

présentent

réervations 521.4493

Le Festival International de Jazz de Montréal, Robert Lepage & Peter Gabriel en association avec l'USINE ©

# ZULU TIME

Mise en scène de Robert Lepage

**19 juin au 7 juillet**

un cabaret pour aéroports

## 1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



### D'Obélix le Gaulois à Depardieu

Comme la plupart de ceux qui ont vu le nouveau film *Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre*, Gérard Depardieu estime que celui-ci est plus réussi que le premier *Astérix*. « Si on n'avait pas fait le premier, peut-être que celui-ci aurait eu moins de succès. Ça prouve que ces personnages sont hallucinants », affirme le célèbre acteur que *La Presse* a rencontré à Toronto, cette semaine.

À lire demain dans le cahier *Cinéma*

## 2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Suivez le Mondial de soccer en direct [cyberpresse.ca/mondial](http://cyberpresse.ca/mondial)

> Le tabac, ennemi de taille! [cyberpresse.ca/tabac](http://cyberpresse.ca/tabac)

> Dernier match de la finale de l'Association de l'Ouest [cyberpresse.ca/serieslnh](http://cyberpresse.ca/serieslnh)

## 3 > À VENIR CETTE SEMAINE



MARC CASSIVI

### > Le Mondial de soccer

*La Presse* assiste à Séoul au match d'ouverture entre la France et le Sénégal. Demain dans le cahier Sports.



MARIE-CHRISTINE BLAIS

### > La Trappe

Le Rideau Vert monte la pièce d'Agatha Christie, jouée depuis 50 ans à Londres. À lire demain.



MARIE ALLARD

### > Grand Glam

Le Montréal *glamour* est envahi par la faune de la Formule 1. Demain dans le cahier Actuel.

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10 h à minuit Dim: 10 h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTERIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: **3-0-1** > À quatre chiffres: **4-3-4-4**

# SUITES DE LA UNE

## CSN

Suite de la page A1

Le président défait réintègrera l'usine de produits chimiques Expro Tech, de Valleyfield, où il a travaillé durant 16 ans avant d'être élu en 1999 à la présidence de la centrale syndicale.

À un certain moment, alors que la nouvelle présidente répondait aux questions des journalistes, il s'est approché d'elle avec le sourire pour lui dire, en l'étreignant: « Claudette, félicitations! encore une fois et sois assurée de ma collaboration entière! » Puis il l'a embrassée en lançant: « Vive la CSN! »

« On va commencer par terminer le congrès. Mais c'est clair que dans les prochains jours, il y aura un exécutif de convoqué », a déclaré M<sup>me</sup> Carbonneau, cependant que l'assemblée mettait du temps à se défaire.

« Je suis contente d'avoir fait le geste, d'avoir offert une alternative, d'avoir placé ce débat-là comme un débat d'idées. Je suis heureuse du résultat et, surtout, j'ai le goût de dire un énorme merci pour la confiance qui m'est faite », a commenté la nouvelle présidente.

« Je veux assurer l'ensemble des

délégués, quel qu'ait été leur choix, de ma volonté la plus ferme de servir la CSN, de m'acquitter adéquatement des responsabilités qui me sont maintenant confiées », a-t-elle enchaîné, précisant qu'elle respectait entièrement le choix de ceux qui lui ont préféré Marc Laviolette. Elle assure qu'elle voudra travailler avec tout le monde.

« C'est pour moi la politique de la main tendue. Je crois à la nécessité d'une CSN forte et, pour moi, une CSN forte, c'est une CSN qui travaille de concert avec ses neuf fédérations, avec ses 13 conseils

centraux, ses 2600 syndicats et tous ses membres. »

La nouvelle présidente ne croit pas que cette élection entraîne une division au sein de la centrale. « Je crois, explique-t-elle, que les expressions de ralliement étaient assez sincères et manifestes. Et la CSN que je connais est une CSN qui a la maturité de faire des débats démocratiques et qui connaît ses valeurs fondamentales. Le sens du ralliement, l'unité, le sens de la solidarité, ça toujours été ce qui a caractérisé ce mouvement-là. »

M<sup>m</sup> Carbonneau a l'intention de

se mettre au boulot rapidement et de travailler à la réalisation du programme qu'aura voté aujourd'hui le congrès. Quelques dossiers qui touchent beaucoup de travailleurs s'imposeront à elle d'urgence. Celui de la mondialisation, qui a un impact réel sur l'emploi, et celui du bois d'oeuvre en particulier, qui se traduira par quelque 3000 pertes d'emploi au Québec, conséquemment à la décision des États-Unis d'imposer une surtaxe de 27,2 % sur les exportations canadiennes.

Claudette Carbonneau avait fait campagne en proposant un leadership plus rassembleur.

## HOCKEY

Suite de la page A1

« Il y a un million de francophones dans le pays qui n'ont pas accès à RDS et ces gens ont les mêmes droits que les Canadiens desservis par CBC. Je comprends facilement que Radio-Canada ait laissé tomber son droit de premier refus. Je ne blâme pas le Canadien, l'équipe a le droit de négocier la vente de ses droits de télévision. Mais les dirigeants de la société Radio-Canada pourraient être convoqués devant le Comité mixte des langues officielles. »

Mauril Bélanger, coprésident de ce comité, a été plus réservé que le ministre du Patrimoine. « Je dois d'abord consulter la coprésidente du comité, mais il apparaît évident que la situation actuelle de la *Soirée du hockey* contrevient à l'esprit et à certains aspects de la section 41 de la loi. Tant CBC que Radio-Canada ont la responsabilité et l'obligation de rendre disponibles les émissions

touchant les communautés des deux langues officielles à travers le pays. Or, M. L'Heureux du nord de l'Alberta qui peut suivre le hockey seulement à la CBC ou à Radio-Canada, n'aura plus la possibilité de suivre les matchs de notre sport national en français. Il faudra arriver à une solution », a expliqué M. Bélanger, député d'Ottawa-Vanier, en début de soirée hier.

Radio-Canada se retrouve dans une situation fort délicate. Depuis plus d'un an, Daniel Gourd, directeur général de la programmation, annonçait les intentions de la société. On était prêt à conserver les matchs du samedi soir, mais on ne voulait pas des matchs des séries éliminatoires si le Canadien n'y était pas.

La première offre de Radio-Canada avant les Jeux olympiques s'inscrivait dans cette logique. Il faut comprendre que les matchs du

samedi soir et les matchs des séries éliminatoires sont la responsabilité de la Ligue nationale puisqu'ils sont des matchs « nationaux ». Les matchs en semaine à TQS et RDS sont considérés comme des matchs « locaux ».

Il était pratiquement impossible pour le Canadien et la LNH de s'engager dans des négociations qui séparaient les matchs du samedi soir et ceux des séries. Autrement dit, si le Canadien était éliminé en première ronde ou s'il ne participait pas aux séries, l'organisation et la Ligue nationale se retrouvaient avec des dizaines de matchs qu'on devait revendre à rabais.

C'est là que RDS est arrivée avec l'offre d'acheter les droits de tous les matchs. Légalemment, le Canadien et la LNH devaient offrir à Radio-Canada la chance d'égaliser cette proposition. Radio-Canada a alors décidé de laisser tomber son droit

de premier refus. C'était la fin du hockey en français à la télévision publique canadienne.

Et les solutions ne sont pas nombreuses. Toute négociation entre RDS et Radio-Canada devra être soumise à la direction de l'équipe et aux conseillers de la LNH avant d'être acceptée. Or, mardi, Radio-Canada a refusé une proposition de RDS offrant que les matchs du samedi soir soient retransmis tant à RDS qu'à Radio-Canada dans une émission conjointe appelée *La Soirée du hockey*.

Mais RDS tient à ce que ce soit ses commentateurs et son équipe de production qui soient responsables de l'émission. Comme c'est le cas avec la Formule 1. De plus, on ne sait pas si Radio-Canada aurait le droit de vendre ses propres commerciaux.

On peut croire que c'est cette solution qui pourrait quand même être retenue. Elle répondrait aux

principes défendus par M<sup>me</sup> Copps. Mais elle va coûter cher à Radio-Canada puisqu'elle diminue la valeur de l'exclusivité négociée par RDS. Toutefois, la SRC est maintenant coincée dans une position intenable.

D'autre part, M<sup>me</sup> Copps pourrait poser d'autres questions. Pourquoi le match de la Coupe Grey est-il disponible aux Canadiens de langue anglaise par tout le pays et pas aux francophones. Et que dire de tous ces championnats du monde couverts par la CBC et négligés par la SRC?

Et le service des sports de Radio-Canada? Peut-il encore répondre aux besoins des Canadiens de langue française de Vancouver, de Calgary, de Winnipeg ou de l'Ontario?

Pendant ce temps, la direction du Canadien refuse de commenter ce qui devient une affaire politique nationale.

## MOTARD

Suite de la page A1

Selon la porte-parole du jubilé, les Hells Angels ont été sollicités par les organisateurs parce qu'ils voulaient que le cortège représente « tous les secteurs de la société ». Elle ajoute que la reine a été « consultée sur tous les aspects du défilé », et n'a soulevé aucune objection à être honorée par les membres de l'une des organisations criminelles les plus dangereuses de la planète.

Propriétaire d'un magasin de motocyclettes dans l'ouest de Londres, M. Fisher a d'abord été approché par l'un de ses clients, un réalisateur de la BBC qui travaillait en collaboration avec les organisateurs du jubilé. « Il a jugé que j'étais tout un personnage et a suggéré que j'y prenne part », écrit-il.

Pourquoi le chef des Hells a-t-il accepté de participer au défilé, mise à part la publicité qu'il pourra en tirer? « Je suis fier d'être Anglais. Je ne suis pas un monarchiste, mais j'ai du respect pour la reine, la reine mère et le prince Charles », explique M. Fisher. « Je le fais aussi pour recueillir des dons pour Kidscape, un organisme qui tente de mettre un frein à la brutalité dans les écoles. Mon fils, Daniel — qui participera aussi au défilé — en a beaucoup souffert à l'école, tout comme moi. »

Si les Hells Angels ne sont pas perçus comme une « menace majeure » en Grande-Bretagne, ils trempent néanmoins dans diverses activités criminelles, dont le trafic de drogue, la prostitution et le vol de voitures, selon le National Criminal Intelligence Service (NCIS). Mais les Hells britanniques ne sont pas aussi dangereux que leurs « frères » québécois: ici, la guerre des motards n'a fait que deux victimes, des Outcasts

abattus par des Hells, dans le sud de Londres, en 1998. Au pays, le crime organisé est largement dominé par d'autres groupes, comme les gangs turcs, les Yardies (Jamaïcains) et la mafia russe.

Les Hells de la Grande-Bretagne entretiennent des liens avec ceux du Québec. En 1994, Pierre Rodrigue et David Rouleau ont été arrêtés dans un hôtel de Londres, alors qu'ils tentaient, avec l'aide des motards locaux, d'écouler 558 kilos de cocaïne au pays. Dix ans plus tôt, le chapitre londonien du club a fourni un appartement et un faux passeport à Robert Tremblay, qui avait fui Montréal après avoir participé au meurtre de cinq motards.

Alan Snob Fisher est membre du chapitre de Londres depuis 18 ans. Il affirme s'être intéressé au club en lisant un article qui racontait que les motards se sont d'abord regroupés pour faire face aux tracas que leur infligeaient les shérifs dans des bleds perdus. « On m'a toujours dit à l'école que j'étais différent, que j'étais stupide — en fait, je suis dyslexique. J'ai lu cet article et j'ai pensé: c'est moi, c'est ce que je veux faire », écrit M. Fisher, qui a refusé d'accorder une entrevue à *La Presse*.

Contrairement à ce qu'une porte-parole du jubilé affirmait hier, Snob a acquis son surnom bien avant de devenir un Hells Angels, et non parce qu'il habite Kensington, un quartier chic de l'ouest de Londres. « Quand j'avais 16 ans, mes amis provenaient de familles ouvrières. Parce que je parlais bien, ils disaient que j'étais un snob. Aujourd'hui, tout le monde m'appelle Snob — sauf ma mère. Elle m'appelle Alan. »

Io, COMANDANTE DEL TEMPO.



LUMINOR SUBMERSIBILE 1000 M  
ACIER SATINÉ

MAÎTRISER LE TEMPS...  
EN DÉCOUVRIR LES SECRETS  
ET LES RÉVÉLER AUX VÉRITABLES  
CONNAISSEURS. OFFICINE PANERAI:  
UN LABORATOIRE QUI TRANSPOSE DANS  
LA RÉALITÉ LES IDÉES DÉFIANT LE TEMPS.

**PANERAI**  
LABORATOIRE D'IDÉES.

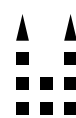
www.panerai.com



DU CARACTÈRE!

Tous les dimanches dans La Presse

LECTURES



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

3017714

©2001 OFFICINE PANERAI

**PARIS \*703\$** taxes incluses  
**LISBONNE \*874\$**

★ LE PRIX PEUT ÊTRE INFÉRIEUR.  
 Sous certaines conditions

multi-voyages **la mega agence**  
 Ouvert le dimanche de 12 h à 20 h  
 (514) 858-0011 • 888 302-6221

# ACTUALITÉS

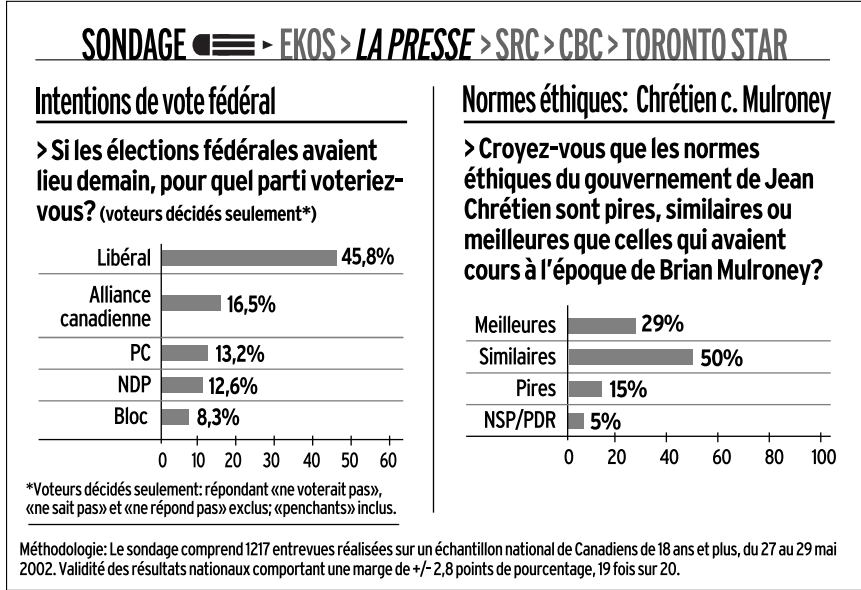
## Toujours vivant

Les scandales ont ébranlé mais pas encore sérieusement miné le PLC

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Les allégations de corruption et les scandales qui ébranlent en ce moment les libéraux de Jean Chrétien n'ont pas encore miné sérieusement le terreau politique dont se nourrit le Parti libéral du Canada. Mais des signes avant-coureurs semblent indiquer que les choses pourraient changer rapidement si la tendance se maintenait.

Un sondage Ekos réalisé pour le compte de *La Presse*, de Radio-Canada et du *Toronto Star* auprès de 1217 Canadiens, du 27 au 29 mai, démontre en effet que l'impact des manquements à l'éthique dont est accusé le gouvernement, de l'affaire de l'Auberge Grand-Mère à la démission du ministre de la Défense, Art Eggleton, en passant par l'affaire Groupaction et la fraternisation de certains ministres avec d'importants fournisseurs du gouvernement, n'est pas aussi dramatique qu'on aurait pu le croire. Les libéraux fédéraux continuent de jouir d'une avance confortable dans les intentions de vote des Canadiens, recueillant 45 % de la faveur populaire, soit quatre points de plus que lors des élections de novembre 2000. « Les questions d'éthique, conclut le sondage, ne sont pas des préoccupations essentielles du public et bien qu'elles soient mises en lumière, elles n'ont pas encore produit de modifications structurelles du paysage politique. »



Le PLC est peut-être quand même au début d'une chute libre puisque, au cours des cinq derniers mois, il a perdu neuf points. Selon Frank Graves, de la maison Ekos, ils perdent actuellement un point par mois et ils en ont perdu au moins quatre seulement ces deux dernières semaines. « J'attribue cette baisse, a commenté M. Graves, aux questions d'éthique qui ont été soulevées par les médias. »

Si la situation n'est pas aussi catastrophique qu'elle en a l'air pour la troupe de Jean Chrétien, c'est que le sondage indique que les autres partis, sauf le NPD, n'ont guère profité de cette érosion des votes li-

béraux. « Il semble, affirme M. Graves, que personne en ce moment ne semble en mesure d'exploiter les avantages politiques qui se présentent à eux en raison de ces scandales. » Ainsi, l'Alliance canadienne, l'opposition officielle, a gagné huit points (de 9 à 17 %), mais elle est encore bien en deçà de son résultat électoral de 2000 (25,5 %). Le Parti conservateur, lui, a perdu cinq points (de 19 à 14), alors que le NPD a remonté de quatre points (12,6 %).

Même au niveau des provinces, les libéraux conservent leur emprise avec des majorités relatives ou absolues dans toutes les ré-

gions, sauf en Alberta, où l'Alliance canadienne les devance de 12 points (42 % contre 30 %). Au Québec, la troupe du premier ministre canadien recevrait 46 % des voix contre 36 % pour le Bloc québécois.

« Il faut conclure, affirme Frank Graves, que pour les Canadiens les choses ne semblent pas avoir beaucoup changé. Et même lorsqu'on a demandé au public de comparer ce qui se passe en ce moment avec ce qui se passait à l'époque de Mulroney sur le plan de l'éthique, les gens semblent croire à deux contre un que les choses sont un peu meilleures maintenant que lors du règne de Mulroney. Alors, si M. Mulroney pense que le régime actuel est sordide, l'opinion publique, elle, ne semble pas partager cet avis. » Selon le sondage, 50 % des Canadiens croient que les normes éthiques du gouvernement Chrétien sont similaires à celles du gouvernement Mulroney, 29 % pensent qu'elles sont meilleures alors que seulement 15 % pensent qu'elles sont pires.

Dans l'ensemble, il n'y a pas de changement marquant dans la confiance que font les Canadiens au gouvernement. Par exemple, 43 % des Canadiens pensent que le fédéral est au moins un peu corrompu et 26 % pensent qu'il est honnête. Quant aux récentes mesures sur l'éthique prises par Jean Chrétien pour accroître la transparence de son gouvernement, le peu de Canadiens qui en ont entendu parler

(32 %) approuvent à 50 % ces initiatives. Quant au renvoi de l'ex-ministre Art Eggleton pour avoir donné un contrat de 36 000 \$ à son ex-amie de coeur, 60 % des personnes interrogées approuvent le geste du premier ministre.

Les Canadiens ne sont pas non plus contre le programme de commandites mis sur pied par le gouvernement Chrétien au Québec, après le référendum de 1995, pour augmenter la visibilité d'Ottawa dans la province, même si c'est ce programme qui est à l'origine des problèmes d'éthique actuels du gouvernement fédéral. Dans le reste du Canada, 50 % des personnes interrogées approuvent ces programmes contre 28 % qui les désapprouvent. Le scepticisme face à ces programmes est plus grand au Québec, où seulement 35 % acquiescent contre 43 % qui pensent que c'est une mauvaise idée.

Enfin, les Canadiens ne se sentent à l'aise avec aucun des partis politiques fédéraux en ce qui concerne l'éradication de la corruption. Ce sont quand même les libéraux qui reçoivent la préférence pour faire ce travail puisque 26 % des personnes interrogées pensent qu'ils sont les mieux à même de régler cette question, contre 11 % pour l'Alliance et 10 % pour les conservateurs et le NPD. Quoique inquiétants, soutient la maison Ekos, ces résultats ne sont pas désastreux pour les libéraux, même si la vigilance s'impose pour la troupe de Jean Chrétien.

## La monarchie a le vent en poupe

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Pour les opposants à la monarchie au Canada, tel le vice-premier ministre John Manley, le moment serait fort mal choisi pour tenter de rompre les liens avec une institution britannique qui revêt encore un certain prestige aux yeux de la grande majorité des Canadiens, exception faite des Québécois.

En effet, un sondage Ekos réalisé pour *La Presse*, Radio-Canada et le *Toronto Star* entre le 27 et le 29 mai nous apprend que 43 % des Canadiens s'opposent à l'abolition de la monarchie au Canada, alors que 41 % sont en faveur et que 15 % affichent leur indifférence face à cette question. Il s'agit d'une remontée surprenante depuis janvier 1994, alors qu'un sondage donnait les abolitionnistes majoritaires à 47 % et les monarchistes à 27 %. Les indifférents formaient alors 24 % de la population interrogée.

« C'est une question encore très polarisée, commente Christian Boucher, de la maison Ekos. Mais la mort de la reine mère, celle de la princesse Diana et la célébration du jubilé expliquent sans doute cette recrudescence de popularité de la monarchie chez les Canadiens. »

De toutes les provinces, seul le Québec souhaite l'abolition de la monarchie. En effet, 54 % des Québécois pensent que le temps est venu de mettre un terme à ce régime politique et d'opter pour un nouveau constitutionnel. C'est dans les Prairies que la monarchie connaît le plus de succès puisque seulement 25 % des habitants de cette région croient que le moment est venu de se défaire de ce système. Et dans l'ensemble du pays, ce sont les femmes qui sont le mieux disposées face à la monarchie puisque deux femmes sur trois s'opposent à son abolition. Chez les hommes, les partisans de l'abolition atteignent 53 %.

Le sondage révèle cependant une certaine ambiguïté des Canadiens face à cette question. D'abord, il fait ressortir que les citoyens de ce pays connaissent très mal le rôle constitutionnel de la monarchie puisque 69 % d'entre eux croient à tort que le chef de l'État au Canada est le premier ministre. Seulement 9 % ont répondu correctement que le chef de l'État était le gouverneur général.

De plus, lorsque les Canadiens pensent à la monarchie ou à la famille royale, 52 % disent que ses membres sont « intéressants », que la monarchie est importante (46 % contre 44 %), alors que, paradoxalement, la grande majorité des citoyens (59 %) affirment qu'il s'agit d'une institution « fatiguée ». « Ces chiffres nous obligent à conclure, affirme Christian Boucher, que le gouvernement fédéral ne retirerait rien en ce moment de l'abolition de la monarchie. Ça ne lui donnerait rien de le faire. »

Pour 66 % des Canadiens, l'importance historique et institutionnelle de la monarchie dépasse largement la célébrité des membres de la famille royale ou leur statut de star au Canada. Et en dehors du Québec, la majorité (55 %) considère la reine comme une source d'identité qui permet de différencier le Canada des États-Unis. Et peu de gens (23 %) croient qu'il est devenu nécessaire pour la reine d'abdiquer en faveur de son fils, le prince Charles. En même temps — autres paradoxes de ce sondage —, 55 % des Canadiens estiment que la monarchie est rétrograde et désuète et qu'il serait nécessaire (48 % contre 35 %) que le chef de l'État au Canada soit un citoyen canadien et non pas un monarque britannique.

« En résumé, conclut Christian Boucher, les gens au Canada disent qu'ils ne sont pas attachés à la monarchie, mais dès que le *Globe and Mail* parle de la famille royale en première page, cela fait immanquablement augmenter le tirage du journal. Il n'y a donc pas de véritable consensus en ce moment sur cette question. »



« J'aimerais avoir les noms des gens qui trahissent le reste du caucus et le conseil des ministres », a lancé hier un Jean Chrétien excédé.

## Chrétien cherche maintenant des traîtres au sein de son parti

ISABELLE DUCAS  
 Presse Canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien s'est emporté, hier matin, en disant qu'il voulait savoir si des membres de sa propre équipe tentent de nuire à son gouvernement alors que les journaux publient jour après jour des informations qui remettent en question l'éthique de ses ministres.

« J'aimerais avoir les noms des gens qui trahissent le reste du caucus et le conseil des ministres », a-t-il lancé, l'air excédé par les controverses qui ne semblent pas s'éteindre malgré ses efforts.

« Si vous voulez avoir une bonne histoire, donnez-moi les noms des gens qui vous transmettent des informations », a dit M. Chrétien, en réponse à un journaliste qui lui demandait si les renseignements qui étaient transmis aux médias sur les conflits d'intérêts de ses ministres étaient la preuve que des membres de son équipe tentaient de lui nuire pour le pousser à la retraite.

« S'il vous manque des manchettes, donnez-moi les noms et vous aurez beaucoup de feux d'artifices. Vous aurez des histoires faciles pour plusieurs mois à venir. Vous me connaissez, j'aime la bagarre », a-t-il ajouté à sa sortie de la rencontre hebdomadaire de son conseil des ministres.

Le gouvernement Chrétien est dans l'embarras à la suite de plusieurs reportages diffusés dans les médias au cours des dernières semaines. Certaines informations laissent croire que des partisans libéraux pourraient avoir délibérément « coulé » des renseignements aux médias.

Quelques heures après ces commentaires du premier ministre, l'opposition poursuivait ses attaques à la Chambre des communes contre plusieurs ministres qui sont accusés de conflit d'intérêts.

La liste inclut maintenant le ministre de la Justice, Martin Cauchon, le ministre de l'Immigration, Denis Coderre, le ministre des Finances, Paul Martin, et le Solliciteur général, Lawrence MacAuley. Art Eggleton a perdu son poste de ministre de la Justice dimanche dernier, lors d'un remaniement ministériel surprise, alors que le ministre des Travaux publics, Don Boudria, a été rétrogradé.

Plusieurs ministres sont critiqués pour les liens étroits les unissant à des entreprises qui reçoivent de généreux contrats gouvernementaux, notamment au Québec. D'autres sont accusés d'être intervenus en faveur d'amis ou de membres de leur famille pour l'obtention de subventions fédérales.

L'opposition accuse Jean Chrétien de voir des coupables partout, sans vouloir réellement modifier les pratiques discutables de ses ministres.

« Il devrait s'attaquer aux problèmes plutôt qu'au messenger, a souligné le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. S'attaquer aux problèmes, ça veut dire de voir s'il y a eu des fonds publics de mal utilisés, s'il y a un réseau de patronage ou s'il y a des amis qui se parlent d'un peu trop près. »

Selon le chef conservateur, Joe Clark, le premier ministre démontre qu'il « perd le contrôle » de son gouvernement. « Il blâme tout le monde mais n'accepte pas ses responsabilités. Il a blâmé l'opposition, les médias, et maintenant ses propres députés », a-t-il souligné.

Mercredi, l'ancien premier ministre conservateur, Brian Mulroney, a ajouté son grain de sel à la controverse, qualifiant de « sordides » les scandales qui secouent le gouvernement Chrétien. Dans une allocution prononcée à Halifax, il a affirmé que ces controverses représenteraient l'héritage de l'actuel premier ministre.

Jean Chrétien a cependant rejeté du revers de la main les attaques de M. Mulroney. « Je ne m'en fais pas avec ça, j'ai déjà reçu des insultes bien pires de gens plus respectables », a-t-il dit.

cyberpresse.ca Des articles et des analyses sur les allégations de favoritisme à Ottawa à www.cyberpresse.ca/favoritisme

# Une adepte du Falun Gong arrêtée en Chine rentre au pays

Presse Canadienne

QUÉBEC — Nicole Milot, de Québec, est rentrée saine et sauve au Canada, hier matin, après avoir été arrêtée en Chine pour avoir manifesté sur la Place Tiananmen en tant qu'adepte du mouvement Falun Gong.

« Mon cœur débattait très fort quand je suis arrivée à proximité de la Place Tiananmen. Je savais ce qui m'attendait car des amis l'ont vécu avant moi, récemment », a raconté hier M<sup>me</sup> Milot.

Cette notaire de Beauport, âgée de 53 ans, mère de famille et grand-mère, s'était envolée pour la Chine, la semaine dernière, avec l'intention de manifester contre la répression à l'égard du Falun Gong.

Elle fait elle-même partie, depuis cinq ans, de ce mouvement spirituel interdit en Chine depuis 1999.

« Je me suis avancée vers la place, j'avais ma banderolle attachée à la ceinture, et un policier a fait signe à d'autres de venir, a relaté M<sup>me</sup> Milot. Une dizaine de policiers se sont alors avancés vers moi, d'autres m'ont entourée avec leur voiture, ils m'ont tenue très fermement, et m'ont emmenée dans un lieu avec une porte en fer où j'ai été détenue. »

M<sup>me</sup> Milot est demeurée debout pendant quatre heures, ne pouvant se résigner à s'asseoir, vu l'état in-

salubre des lieux. Elle n'a pas été maltraitée.

Elle a été conduite à l'aéroport après une dizaine d'heures de détention, accompagnée de quatre ou cinq agents chinois, jusqu'à son arrivée au Canada.

« Je pense que vous, les médias, pouvez faire beaucoup pour aider les gens là-bas. Ça n'a aucun sens ce que font les autorités chinoises aux adeptes du Falun Gong », dit-elle, reconnaissant d'emblée qu'elle a posé ce geste avant tout dans le but d'attirer l'attention des médias sur cette cause.

M<sup>me</sup> Milot ne s'est pas vu imposer d'interdiction de retourner en Chine.

Le directeur d'Info-Secte, Mike Kropveld, n'est pas prêt à dire que le Falun Gong est une secte. « La Chine est en fait le seul pays où l'on considère qu'il s'agit d'une secte », a-t-il indiqué.

« Une chose est sûre, ajoute M. Kropveld, je ne suis pas d'accord avec la position du gouvernement canadien dans ce dossier. C'est inacceptable qu'il ne dénonce pas ce que font les autorités chinoises à ces gens. »

Depuis 1999, les autorités chinoises ont décrété une interdiction d'appartenir au mouvement Falun Gong, craignant que sa popularité nuise au régime communiste et à la sécurité du public.

## PRÉSIDENT DE LA CSN

# « Lavoiolette me ressemblait trop » explique Gérard Larose

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Arrivé aux commandes de la CSN il y a tout juste trois ans, Marc Lavoiolette n'a probablement pas eu suffisamment de temps pour faire sa marque. Et surtout, son style semblable à celui de son prédécesseur, Gérard Larose, le rendait vulnérable devant la volonté générale de changement qu'on retrouve un peu partout.

Explications surprenantes de celui qui, il y a trois ans, quittait le siège d'où Marc Lavoiolette vient de se faire éjecter. Marc Lavoiolette me ressemblait trop, dit Gérard Larose. « Marc avait des formules un peu lapidaires, cela ressemble un peu à ce que je produisais. Peut-être que l'ensemble du mouvement s'étant habitué à quelqu'un qui était là pendant 16 ans, ne voyant pas la prolongation intégrale de cela, a souhaité essayer autre chose... Claudette est une fille de dossiers, peut-être que cela va travailler plus à l'interne, mais ce ne sont que des hypothèses », a commenté M. Larose qui a présidé la CSN pendant 16 ans.

Le résultat a été serré : 750 voix pour M. Lavoiolette et 805 pour M<sup>me</sup> Carbonneau, a-t-on appris par ailleurs.

« Le leadership dans l'ensemble

des organisations est mis à mal, les gens cherchent du changement. M<sup>me</sup> Carbonneau, ce sera une nouvelle image, un nouveau style. Très expérimentée, elle est alerte à la négociation. La différence sera davantage dans le style, peut-être à l'interne des gens se reconnaîtront davantage », a analysé M. Larose. Selon lui, le résultat d'hier n'était pas le résultat d'un clivage entre les membres du secteur privé et du secteur public. Les deux candidats avaient des appuis dans les deux groupes de syndiqués.

Selon Henri Massé, président de la FTQ, M. Lavoiolette s'est retrouvé avec la tâche ardue de remplacer un président « qui avait été là pendant plusieurs années. Avant qu'on fasse notre trou... j'ai vécu le même phénomène... » Et il ajoute que le séjour de M. Lavoiolette à la barre n'aura pas duré assez longtemps pour lui donner la chance de faire sa marque. »

« M. Lavoiolette était dur dans ses propos, mais on a séjourné avec lui un peu partout... à la CSST et au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, il était capable de montrer beaucoup de pragmatisme », a rappelé M. Massé.

« Il y avait les apparences et le gars. Marc Lavoiolette n'était pas un radical tous azimuts », a ajouté le

président de la FTQ qui ne s'attend pas à des changements radicaux dans les relations entre les deux centrales à cause de l'arrivée de Claudette Carbonneau à la présidence de la CSN.

La défaite de M. Lavoiolette, montre que les syndiqués du secteur public ont eu probablement plus d'influence, mais on ne peut en déduire pour autant un virage radical de la centrale.

Même verdict du côté des patrons. Gilles Taillon, président du Conseil du patronat, souhaite que les relations resteront sous Claudette Carbonneau « aussi cordiales et respectueuses » que sous M. Lavoiolette.

Comme Henri Massé, M. Taillon juge que les syndiqués ont probablement fait un peu trop vite le procès de leur président. « Ils ont dégainé vite, c'est court trois ans dans ce genre de fonction. Trois ans pour remplacer une institution comme Gérard Larose c'est bien court, et on m'aurait probablement condamné aussi si on avait jugé mon propre travail après seulement trois ans », a dit M. Taillon, qui avait lui-même succédé à une « institution », Ghislain Dufour. « Après trois ans, on commence seulement à imprimer sa marque dans ce genre de poste. »

# La CSQ lancera une vaste campagne en faveur de l'école publique

MARC THIBODEAU

LA CENTRALE des syndicats du Québec (CSQ) lancera en janvier une vaste campagne en faveur de l'école publique qui visera notamment à contrer la « dérive marchande » du réseau.

À l'appui de cette initiative, la présidente de la CSQ, Monique Richard, a évoqué hier en entrevue le contenu d'un récent colloque de la Fédération des commissions scolaires du Québec au cours duquel plusieurs ateliers portaient sur le « marketing » des écoles.

Les établissements, déplore-t-elle, sont de plus en plus soumis à une « logique de compétition » qui se reflète dans le vocabulaire utilisé pour traiter du réseau scolaire. « En éducation, comme on le voit en santé, les établissements sont de plus en plus présentés comme des PME, les directeurs comme des chefs d'entreprise, les enseignants comme des fournisseurs de services et les élèves comme des clients. Cette approche sous-tend une conception de l'école avec laquelle nous sommes totalement en désaccord », indique M<sup>me</sup> Richard.

La campagne de la CSQ, basé sur le thème *L'éducation, un bien public*, s'étalera sur deux ans et visera dans un premier temps à s'attaquer à ce discours. La centrale entend notam-

ment réitérer durant cette phase son opposition à la multiplication de projets pédagogiques sélectifs. « Nous voulons faire la preuve qu'il est possible de développer des projets stimulants sans faire de discrimination », note M<sup>me</sup> Richard.

La CSQ entend accorder dans un second temps une attention particulière au financement du réseau public, en critiquant notamment la multiplication des fondations privées dans le réseau. « De plus en plus, on voit que la communauté est appelée à contribuer financièrement pour des services qui devraient être assurés par le ministère de l'Éducation. Il faut éviter que l'État se décharge de ses responsabilités », note M<sup>me</sup> Richard.

L'emphase sera aussi placée sur la nécessité de préserver l'accessibilité au réseau public, particulièrement en région, où la décroissance scolaire cause de sérieux maux de tête financiers aux établissements.

Des campagnes publicitaires seront menées un peu partout dans la province. Les syndicats locaux seront aussi appelés à organiser leurs propres activités pour favoriser la réflexion du public et des écoles à ce sujet, conclut M<sup>me</sup> Richard.

## PIERRE FOGLIA

CHAQUE MARDI, JEUDI ET SAMEDI



La Presse cyberpresse.ca

**CONSULTATION GÉNÉRALE**

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES ET INVESTISSEMENT RESPONSABLE

La Commission des finances publiques tiendra des auditions publiques à compter du 9 septembre 2002 dans le cadre d'une consultation générale sur la base d'un document qu'elle a préparé, intitulé « Responsabilité sociale des entreprises et investissement responsable », disponible dans le site Internet de l'Assemblée nationale (www.assnat.qc.ca), ou sur demande. Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire au Secrétariat des commissions au plus tard le 9 août 2002.

La Commission choisira, parmi les personnes et les organismes qui auront fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra. Les mémoires doivent être transmis en 25 exemplaires de format lettre. Ils doivent être accompagnés d'autant d'exemplaires d'un résumé de leur contenu. Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 25 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements doivent être adressés à : M<sup>re</sup> Ariane Mignolet, secrétaire de la Commission des finances publiques, Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, 3<sup>e</sup> étage, Québec (Québec), G1A 1A3.

Téléphone : (418) 643-2722 Télécopieur : (418) 643-0248 Courriel : amignolet@assnat.qc.ca

3056573A

**Ca Presse**

LES PETITES ANNONCES  
987 - VENDU




210

On a LIQUIDÉ une bonne part du capital forestier du Bas Saint-Laurent





c'est une performance de : «Ressources Naturelles Québec»!




Les Cèdres Basques enr.  
Industriel forestier




## LIQUIDATION DE CUIR











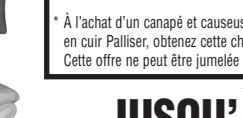
Ce samedi et dimanche seulement

BONUS CHAISE ET OTTOMAN Seulement 99\$\*





\* À l'achat d'un canapé et causeuse en cuir Palliser, obtenez cette chaise et l'ottoman en cuir pour seulement 99\$. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion.

JUSQU'À 40% DE RABAIS



## LIQUIDATION


UNITÉ DE DIVERTISSEMENT

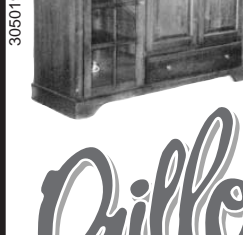
CERISIER - CHÊNE - ACAJOU - ÉRABLE - PIN - NOYER - MERISIER











MEUBLES DE QUALITÉ SEULEMENT







Plus TÉLÉ COULEUR 19 po, Seulement 99\$\*\*

\* Sujet à approbation du crédit. Ne peut être combiné avec aucune autre offre.  
\*\* Avec tout achat d'une unité de divertissement 3 pièces. Ne peut être combiné avec aucune autre offre. Illustration à titre indicatif seulement.

Heures d'ouverture :  
Lundi, mardi, mercredi :  
10 h à 18 h  
Jeudi et vendredi :  
10 h à 21 h  
Samedi et dimanche :  
10 h à 17 h

STATIONNEMENT GRATUIT

3 magasins pour mieux vous servir

15757, boul. Gouin Ouest Pierrefonds (entre St-Jean et St-Charles) <b>(514) 620-1890</b>	6025, rue Jean-Talon Est Saint-Léonard (entre Lacordaire et Langelier) <b>(514) 259-1890</b>	501, rue Hartwood Dorion (Autoroute 20 Ouest, dir. Dorion) <b>(450) 455-9299</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------

\* Sujet à approbation du crédit. Ne peut être combiné avec aucune autre offre.

Pillor

Ce samedi et dimanche seulement

# Fabriquez des fausses cartes de crédit pour seulement 7000 \$

KARIM BENESEAIEH

**Vous voulez vous lancer dans la fabrication de fausses cartes de crédit ? Rien de plus facile. Moyennant 7000 \$ et quelques adresses de sites internet tout à fait légaux, il est désormais possible de mettre la main sur la trousse du parfait petit faussaire.**

Les deux fraudeurs arrêtés plus tôt cette semaine par la Sûreté du Québec, en possession de 30 000 fausses cartes de crédit, sont loin d'être les seuls à sévir au Canada. Selon la Gendarmerie royale du Canada, la contre-façon a coûté 66,3 millions en 2001, et représente près de la moitié des fraudes commises.

« Auparavant, on avait affaire à des petits groupes : ils sont maintenant de plus en plus organisés, avec des ramifications internationales », explique Gaston Désormeaux, président de l'Association des enquêteurs de crimes financiers de l'Est du Canada.

Les méthodes utilisées par les faussaires sont d'une aberrante simplicité. D'abord, il faut obtenir le numéro de carte de crédit et le nom du client. On peut fouiller dans les ordures, recueillir les factures dans des commerces, filmer des clients qui effectuent des transactions. Mais un appareil fait fureur depuis quelques années : il s'agit d'un petit lecteur magnétique, de la taille d'un téléviseur, qu'on appelle « cloneur » (*skimmer*, en anglais). Il se vend 300 \$ US sur Internet et ce, de façon tout à fait légale, proposé par des compagnies bien connues.

« N'importe qui peut se procurer ça : si



Les méthodes utilisées par les faussaires arrêtés plus tôt cette semaine sont d'une aberrante simplicité.

vous êtes propriétaire d'une entreprise, par exemple, vous pouvez en avoir besoin parce que vous souhaitez que vos employés disposent d'une carte magnétique pour « puncher ». Ce n'est pas la vente qui est illégale, c'est l'usage qu'on en fait », précise M. Désormeaux.

Il suffit alors d'avoir un complice dans un commerce. Quand une transaction est effectuée avec une carte de crédit, le serveur ou le commis la glisse dans le vrai lecteur puis, discrètement, dans son cloneur. Cet appareil peut stocker les informations de quelques centaines de cartes. En fait, la bande magné-

que de votre carte ne contient que deux informations, mais elles valent leur pesant d'or : votre nom et votre numéro de carte.

Une fois le cloneur chargé d'informations, on le « vide » dans un ordinateur. Grâce à la magie d'Internet, le tout se retrouve en quelques secondes envoyé au laboratoire en Bulgarie, à Taiwan ou à Montréal.

À cet endroit, on imprime la carte vierge aux couleurs de la compagnie, on l'embosse en gravant le numéro, le nom du client et des dates de validité fictives. Finalement, on met l'information recueillie illégalement sur la bande magnétique vierge, on colle un holo-

gramme... et une fausse carte est née. Les trois appareils, imprimante, embosseur et encodeur, se vendent entre 1500 \$ et 3000 \$ US sur des sites d'achat en ligne. Et les cartes vierges ? « On peut en acheter une boîte de 500 pour moins de 70 \$ », répond Gaston Désormeaux.

Les fausses cartes sont ensuite utilisées en deux ou trois occasions, avec de gros montants et idéalement à l'extérieur du pays — les compagnies se montrent plus tolérantes sur les limites de crédit quand on est en voyage.

Pendant ce temps, le vrai propriétaire a toujours sa carte dans son portefeuille et ne s'aperçoit de rien, jusqu'à l'appel de la compagnie ou la réception de son compte mensuel.

« C'est niais de simplicité, mais avec l'électronique, tout va tellement vite », conclut M. Désormeaux.

Le maillon le plus faible dans cette chaîne illégale, c'est en fait l'obtention des numéros de carte et des noms grâce à un complice. C'est ainsi qu'on remonte bien souvent les filières à la source, quand la majorité des clients ont visité le même commerce.

Certaines solutions sont déjà connues mais on tarde à les appliquer. En France, l'utilisation de la carte se fait toujours avec un numéro d'identification personnelle (NIP) : les fraudes ont baissé de 80 % en 10 ans, selon le site d'Interpol. On commence également à tester en Grande-Bretagne des cartes comportant des puces électroniques aux codes inviolables, en plus de la bande magnétique, et on vérifie à la lecture si les deux sont compatibles.

Le client, lui, ne doit pas perdre sa carte de vue quand il la confie à un commerçant et doit s'assurer de prendre le reçu de la transaction, conseille la GRC sur son site Internet.

## Mario Dumont réclame la démission de la ministre Dionne-Marsolais

NORMAN DELISLE  
Presse Canadienne

QUÉBEC — Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a réclamé hier la démission de la ministre Rita Dionne-Marsolais.

M. Dumont reproche à la ministre déléguée aux Ressources naturelles de susciter un conflit entre les générations. M<sup>me</sup> Dionne-Marsolais aurait, à une radio trifluvienne, soutenu que « Mario Dumont est le reflet d'une génération très individualiste, qui pense seulement à elle, alors que ma génération à moi était un peu différente ».

« Elle n'a pas de respect pour une génération. Elle mérite de démissionner de son poste », a soutenu M. Dumont hier, à l'Assemblée nationale, en demandant au premier ministre Bernard Landry de sanctionner les propos de sa ministre.

M. Landry a répliqué que les jeunes sont aujourd'hui « moins collectivistes, moins engagés » que la génération précédente. Mais il en a profité pour dénoncer « le culte de la personnalité » qu'il décèle chez Mario Dumont.

M. Landry en a donné comme preuve le fait que l'Action démocratique du Québec a fait modifier son nom pour y ajouter : « Équipe Mario Dumont ».

« Jamais le grand René Lévesque n'aurait accepté de pousser aussi loin le culte de la personnalité. La politique, ce n'est pas une affaire de moi, c'est une affaire de nous. Quand on dirige un parti politique, on dirige une équipe, on ne le fait pas pour sa gloire personnelle », a dit le premier ministre.

M. Dumont a cependant répliqué qu'il est normal de rajouter le nom du chef à celui du parti puisque l'Action démocratique prône l'élection du premier ministre au suffrage universel.

« L'ADQ fait peur et c'est pour cela qu'on attaque notre programme, a-t-il dit. On veut débattre des idées, mais attaquer une génération comme l'a fait M<sup>me</sup> Dionne-Marsolais, c'est du dérapage ».

Quant à cette dernière, elle se défend d'avoir voulu s'en prendre à toute une génération.

« Mes propos reflètent des résultats de sondages et



Mario Dumont accuse la ministre Rita Dionne-Marsolais de manquer de respect pour sa génération.

des études sociologiques. La raison pour laquelle je me suis impliquée en politique, c'est pour que les jeunes puissent gagner leur vie en français au sein des Amériques », a dit la ministre.

Toutefois, plus tard en soirée, le bureau de M<sup>me</sup> Dionne-Marsolais a émis un communiqué pour annoncer que la ministre s'excusait et retirait ce qu'elle avait affirmé. « Rita Dionne-Marsolais tient à faire savoir à toutes les Québécoises et à tous les Québécois qu'elle reconnaît que ses propos ont pu blesser ou offenser certaines personnes », pouvait-on lire sur ce communiqué.

tenir des commandites, a confirmé le coprésident du COJF, Guy Matte.

De plus, avant de parvenir à Gosselin Relations Publiques, les commandites destinées au COJF ont transité par une autre agence qui a récolté, au passage, 3 % de commission, soit 84 000 \$. Il s'agit de l'agence Média I.D.A. Vision, une filiale du Groupe Everest, mandatée par le gouvernement fédéral pour coordonner l'ensemble des finances du programme de commandites.

Au total, le gouvernement fédéral a donc payé 419 000 \$ aux deux entreprises pour en arriver à verser des commandites de 2,8 millions au COJF.

« C'est indécent, s'insurge Ghislain Label, député bloquiste de Chambly et critique aux Travaux publics. À ce prix-là, on se demande pourquoi le fédéral ne fait pas appel à des fonctionnaires plutôt qu'à des boîtes de communications. » Il en a particulièrement contre Média I.D.A. Vision. « 84 000 \$ pour signer un simple chèque, c'est un vrai scandale », a-t-il commenté.

Des dizaines d'événements culturels et sportifs de la capitale fédérale, comme le Bal des Neiges et le Festival des Tulipes, ont vécu des scénarios semblables depuis 1997, année de création du programme de commandites.

## Plus de place pour le privé avec l'ADQ

Presse Canadienne

QUÉBEC — Le secteur privé devrait jouer un rôle dans notre système de santé, croit l'Action démocratique du Québec (ADQ). Le parti de Mario Dumont compte faire de ce principe un élément-clé de son prochain programme électoral.

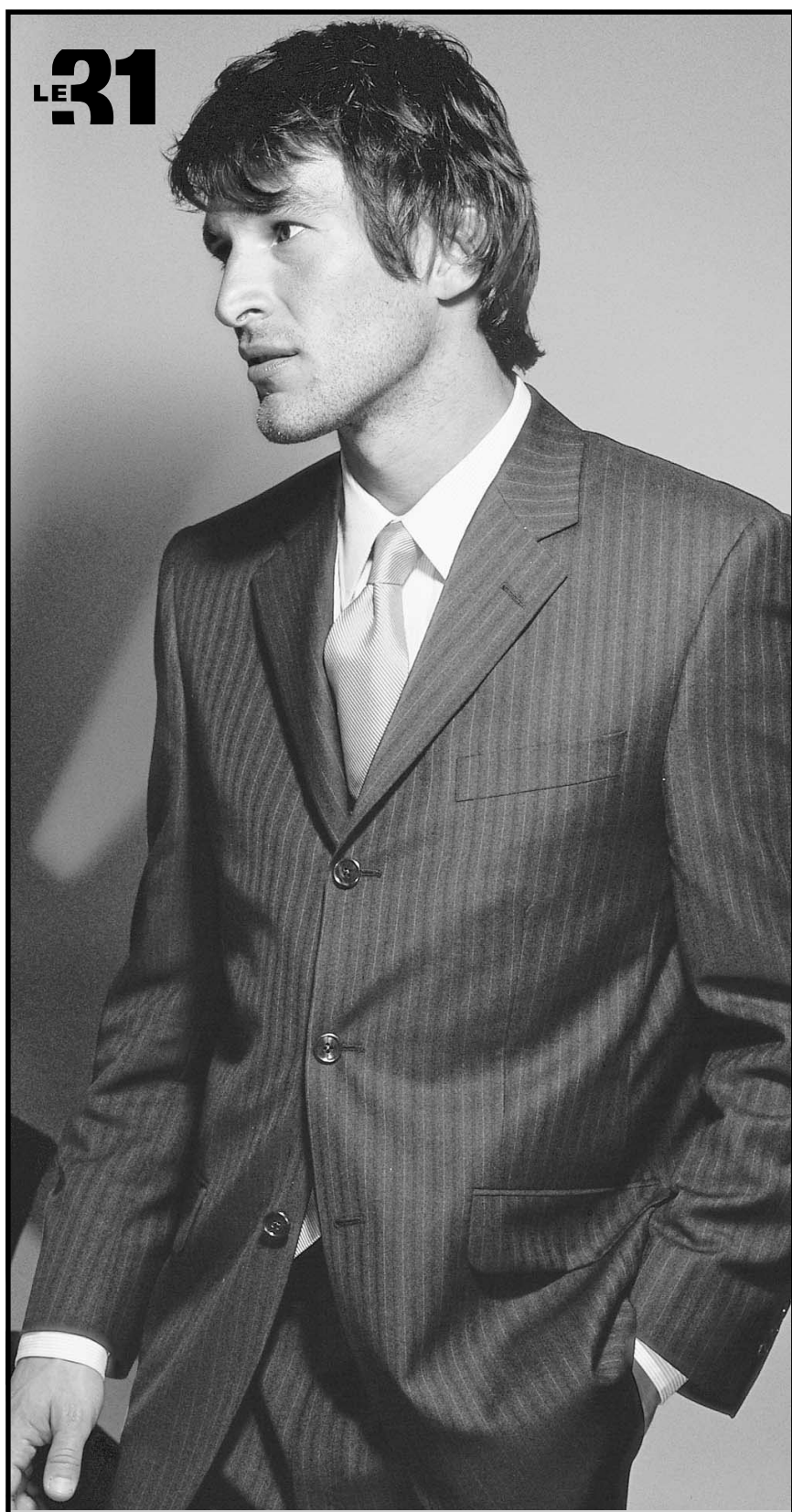
Dans cette perspective, « il serait souhaitable d'offrir à un patient désirant payer pour des soins spécialisés plus rapides, une alternative selon des normes à définir », précise le document de réflexion qui

sera débattu en fin de semaine au conseil général de l'ADQ.

Le conseil général réunira, à Rivière-du-Loup, quelque 400 militants et dirigeants de cette formation politique.

L'ADQ propose de « permettre une contribution bonifiée du secteur privé dans le système, notamment en permettant de choisir des alternatives en dehors des services publics lorsque les délais sont excessifs ».

Il y aura toutefois maintien de « services publics universels et gratuits ».



ÉCONOMISEZ 50%

LE COMPLET RAYURES PIQUÉES | 499.95

Ce rabais s'applique sur nos complets exclusifs d'Allemagne signés René Lezard, dans des tissages conçus pour maximiser la légèreté et offrir un confort accru en été. 38 à 44. Valeur régulière 1095.00

**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHEBBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

### JEUX DE LA FRANCOPHONIE

## Ottawa a payé 419 000 \$ en commissions pour 2,8 millions de commandites

PATRICK DUQUETTE  
Le Droit

UNE BOÎTE de communication, propriété de Groupaction, a touché presque 335 000 \$ l'été dernier pour acheminer des commandites du gouvernement fédéral aux quatrièmes Jeux de la francophonie d'Ottawa-Hull. Gosselin Relations Publiques a ainsi empoché une commission de plusieurs centaines de milliers de dollars pour gérer quatre commandites totalisant 2,8 millions.

L'argent a été octroyé en vertu du controversé programme de commandites qui plonge, depuis plusieurs semaines, le gouvernement du premier ministre Jean Chrétien dans l'embarras.

Dans les faits, les employés de Gosselin Relations Publiques se sont assurés que les logos, drapeaux et panneaux aux couleurs du Canada, utilisés pour faire la promotion des Jeux, étaient conformes aux ententes. Pour son travail, Gosselin Relations Publiques a récolté 12 % de commission, la norme établie par le programme des commandites.

Le gouvernement fédéral a imposé la firme au Comité organisateur des Jeux de la francophonie (COJF), même si Gosselin Relations Publiques n'a pas été impliquée dans les démarches des organisateurs pour ob-

## Le sort de Gilles Prigent et de ses compagnons demeure incertain

AGNÈS GRUDA  
avec AP et PC

**Le sort du pilote québécois Gilles Prigent et de ses deux compagnons, disparus il y a six semaines alors qu'ils survolaient la Colombie, demeure toujours incertain, hier. Mardi, un avion commercial colombien a capté un appel de détresse des trois hommes. Mais ce signal « prêtait à confusion », a indiqué hier un porte-parole du ministère canadien des Affaires extérieures, Reynald Doiron.**

L'armée de l'air colombienne, qui a poursuivi hier ses recherches aériennes au-dessus de la jungle du sud-ouest de la Colombie, d'où provenait le signal radio, n'a pas réussi à entrer en contact avec les trois hommes. Le message capté indiquait que les trois membres de l'équipage de l'hélicoptère Bell-212 étaient tous vivants et indemnes, mais qu'ils avaient besoin de secours immédiats, a fait savoir le directeur régional de l'aviation civile de Cali, Jorge Cardenas.

C'est à Cali que les deux Canadiens, Gilles Prigent, de Montréal, et Jay Riddell, de Vancouver, et le Français Pierre Galipon, avaient fait leur dernière escale. Ils ont quitté cette ville colombienne le vendredi 19 avril, en direction de l'Équateur.

### De Calgary à Lima

Ils étaient partis de Calgary pour livrer leur appareil à Lima, la capitale du Pérou. Au dernier contact radio avec les aviateurs, ils disaient se trouver dans la région de Mercaderes, dans l'État de Cauca, à environ 300 km au sud-ouest de Bogota.

En entendant les informations mardi soir, les proches de M. Prigent ont eu l'impression que tout était réglé et que les trois hommes avaient été retrouvés. « Ça m'a redonné de l'espoir », a dit sa femme, Carmen Gloria Torres, jointe par *La Presse* hier. Mme Torres s'accroche à l'idée qu'elle pourra retrouver son mari bientôt, peut-être dans une semaine.

Mais au ministère des Affaires extérieures, on était loin de se montrer aussi optimiste. « Notre ambassade à Bogota est en contact avec les autorités colombiennes pour déterminer si le message provenait vraiment de l'équipage et dans quelles circonstances il a été envoyé », a dit M. Doiron. Selon le ministère, l'identité des personnes qui ont émis le signal n'a donc pas été établie avec certitude.

### Kidnappés

Selon les autorités colombiennes, les trois hommes ont vraisemblablement été kidnappés par les rebelles des Forces révolutionnaires de Colombie (FARC) qui contrôlent cette région du pays. Mais les FARC ont nié avoir joué quel que rôle que ce soit dans la disparition de l'hélicoptère canadien.

Le mauvais temps a entravé les recherches menées hier par l'armée de l'air. La difficulté du terrain montagneux et la présence de groupes rebelles dans la zone interdisaient des recherches au sol.

En attendant différents scénarios demeurent plausibles, selon nos sources. Les trois disparus auraient pu échapper à leurs ravisseurs avant d'être capturés de nouveau. Ils auraient pu se trouver forcés d'envoyer leur message. Ou encore celui-ci aurait pu porter faussement leur « signature ».

# Les médecins à la retraite n'ont aucun droit de pratique, selon leur corporation

Pour faire des actes médicaux, ils devront déboursier 712,45\$

ALEXANDRE SIROIS

**Les médecins à la retraite du Québec viennent d'être officiellement mis à pied : le droit de pratique restreint qu'ils estimaient posséder ne leur a jamais été octroyé, affirme le Collège des médecins.**

Traditionnellement, les médecins à la retraite qui ne souhaitaient plus pratiquer la médecine en retour d'une rémunération fournissaient gratuitement des services médicaux à leurs parents et amis. Ils pensaient détenir ce privilège grâce au statut de médecin retraité qu'ils obtenaient en échange d'une modeste somme.

### Actif ou inactif ?

Or l'an dernier, le statut de médecin retraité a été éliminé et les médecins ont eu le choix de conserver le statut de membre actif ou de devenir membre inactif. Mais le Collège des médecins n'a informé que récemment ses membres des

restrictions auxquelles font face les « inactifs ». C'est pourquoi les médecins viennent tout juste de commencer à se mobiliser contre l'initiative de leur corporation.

Le Collège a précisé qu'un membre inactif ne peut « poser quelque geste ou acte qui signifierait exercer la médecine, notamment prescrire et renouveler des ordonnances ». La seule façon de faire des actes médicaux, pour un médecin en fin de carrière, sera de demeurer membre actif de sa corporation. Il devra donc déboursier 712,45 \$ par année en plus des frais liés à l'assurance-responsabilité obligatoire, qui peuvent s'élever à plusieurs centaines de dollars.

### Grogne

« Il y a une grogne partout parmi les retraités. Une grogne à voir la façon cavalière et non justifiée dont le collège traite ses aînés. Je me sens rejeté, comme professionnel, par le collège », a indiqué à *La Presse* Michel Guay, un médecin retraité de 67 ans.

« J'ai un ami qui est architecte à la retraite. Si je décidais demain de construire un chalet, j'irais le voir,

je lui demanderais de faire les plans et il accepterait avec plaisir. (...) Moi je ne peux plus faire quoi que ce soit sur le plan de la profession que j'ai pratiquée pendant plus de 40 ans », a déploré M. Guay. Il a précisé que depuis sa retraite, il offre gratuitement ses services à deux ou trois personnes chaque mois.

« Cette pratique courante soulageait autant les pauvres malades que les médecins débordés qui étaient incapables d'accommoder de nouveaux malades dans un laps de temps raisonnable », a indiqué un autre médecin à la retraite de la région de Montréal, qui souhaite pour sa part préserver l'anonymat.

### Pénurie

« Et ce faisant, les retraités, par leur pratique restreinte mais gratuite, allégeaient le fardeau des coûts de notre système de santé », a ajouté ce médecin. Il trouve curieux que sa corporation dénonce la pénurie de médecins, mais de l'autre côté « élimine l'aide fournie aux malades par près de 2000 médecins retraités ».

Le médecin montréalais affirme que la plupart des médecins à la retraite ne répondront pas à l'avis de

cotisation reçu ces derniers jours. Selon lui, les médecins ne paieront pas pour devenir membres inactifs puisqu'ils n'en retireront pas d'avantages. « Ils seront donc exclus de leur profession. Ils seront bannis », a-t-il lancé.

### Un « flou »

La Fédération des médecins spécialistes, qui a été saisie de la question par certains membres, a souligné que la décision relève uniquement du Collège des médecins. La corporation a pour sa part soutenu qu'un « flou » a entouré la notion de retraité pendant plusieurs années, mais qu'elle « assumait » que les médecins retraités ne posaient aucun acte médical puisqu'ils n'avaient pas le droit.

En revanche, le Collège des médecins a dit être à l'écoute des griefs des retraités. Nathalie Savoie, porte-parole de la corporation, a admis que « c'est un des sujets chauds » qui ont été abordés hier lors d'une rencontre « des directeurs ». « Le collège a été saisi de cette problématique par les membres que ça touchait et réfléchit à la meilleure façon d'y faire face », a-t-elle déclaré.

# SEARS\*

OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN 2002

## Cette semaine seulement!

# Presque tous les meubles sont en solde et, épargnez 10% de plus

Sauf les ensembles matelas-sommier



De plus, avec la carte Sears, pas d'intérêt avant juin 2004\*\* pour tous les meubles\* et ensembles matelas-sommier

\*\*Payez en 24 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en juin 2004. Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation, des achats par catalogue et sur le site Web. Offre en vigueur jusqu'au jeudi 27 juin 2002. Renseignez-vous. \*R/01 Meubles; à l'exclusion des meubles pour bébés

Le choix de meubles varie suivant le magasin. Renseignez-vous à votre magasin Sears.

**ANGLAIS**  
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION  
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue  
à temps normal et semi-intensifs | COURS INTENSIFS  
matin, après-midi, soir, samedi | de jour, 25 h/semaine  
145 \$ à 165 \$/semaine\*\*  
1 à 7 fois/sem. • 220 \$ /30 h\* | accès 60sp. : 30 h/semaine  
\*Matériel pédagogique inclus, matériel de taxes, des méthodes et des logiciels. \*\*45 \$  
Formation en entreprise adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues  
*Converlang*  
école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec  
1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, MtL  
(514) 278-5309 www.converlang.com

NP0610402

Copyright 2002, Sears Canada Inc.

## Méga vente d'entrepôt

## MEUBLES ET DÉCOR

Magnifiques objets en bois sculptés à la main, plusieurs modèles d'armoires, tables et chaises de style, masques décoratifs uniques, statues de collection, chandeliers exclusifs, lampes en fer forgé ornemental, pièces d'art, toiles, miroirs et articles de décoration.

de  
**Bali**

**Prix imbattables**  
Des pièces dignes des plus belles boutiques



**5 jours seulement**

• Plusieurs modèles d'armoires en teck sculptés à la main à partir de 850 \$,  
• chandelier en bois de 1,5 mètre, seulement 150 \$,  
• chevaux de collection peint à la main 99 \$ ...

ART DESIGN IMPORT

Art Design Import - Adresse de l'entrepôt :  
1154 Beaumont, Mont-Royal - Tout près de l'Acadie/Jean-Talon  
À deux pas du métro Acadie - Tel : 733-0564  
Payez et emportez (livraison sur demande)

Jeudi, Vendredi, Samedi,  
Dimanche, Lundi  
30 mai au 3 juin  
Jeu. - Vend. 9 h à 21 h  
Sam. - Dim. - Lundi 9 h à 17 h

**Ne manquez pas cette chance unique!**

# Les Algériens votent, les Kabyles boycottent, les islamistes tuent

d'après AP et AFP

**ALGER** - Quelques 17 millions d'électeurs Algériens étaient invités hier pour désigner les 389 députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), une élection sur fond de crise sociale aiguë, de reprise des violences islamistes et de boycottage, notamment en Kabylie, région en rébellion ouverte avec le pouvoir central.

À 16h (locales), le taux de participation était de 38,15 % à l'échelle du pays, et restait en dessous de 2 % à Tizi-Ouzou, chef lieu de la Kabylie. Aux législatives de 1997, le taux de participation avait atteint 63 %.

Le ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni, annonce ce matin les résultats définitifs de ce scrutin dont l'abstention était l'un des principaux enjeux.

Le Front de libération nationale (FLN, ancien parti unique), dirigé par le premier ministre Ali Benflis, est donné largement favori de cette consultation. Une large incertitude existe en revanche sur la formation qui arrivera en seconde position

entre les islamistes « légaux » (par opposition au FIS dissous en 1992) du Mouvement de la société pour la paix (MSP), dirigé par Mahfoud Nahnah et le Rassemblement national démocratique (RND), dirigé par le puissant ministre de la justice, Ahmed Ouyahia.

De ce résultat dépendra la coalition avec laquelle le président Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999, achèvera son mandat en 2004.

En Kabylie, le mot d'ordre de boycottage des législatives et de grève générale a été largement suivi à Tizi-Ouzou (110 km à l'est d'Alger). Comme à Bejaia (260 km à l'est d'Alger), les accès aux bureaux de vote désertés ont été complètement bloqués par des centaines de jeunes émeutiers en dépit du déploiement de 15 000 policiers supplémentaires.

À Alger et dans les autres grands centres urbains (Oran, Tlemcen, Mascara), les opérations de vote se sont déroulées sans incidents et ces villes présentaient une activité normale à l'exception des queues devant les stations d'essence dans la crainte d'éventuels troubles.

Par ailleurs, 23 personnes, des nomades, ont été assassinées à l'arme blanche et par balles par un groupe d'islamistes armés dans la nuit de mercredi à hier à Sendjast près de Chlef (200 km à l'ouest

d'Alger), a-t-on annoncé de source officielle. Trois d'entre eux ont été brûlés, a-t-on précisé.

Ils s'étaient installés avec leurs troupeaux près de champs qui venaient d'être moissonnés. Une femme de 25 ans a également été enlevée par le groupe.

Le dernier massacre important de civils remonte au 2 mai quand 31 personnes ont été tuées par des groupes armés dans la région de Tiaret (340 km à l'ouest d'Alger).

Ces massacres ont eu lieu dans une région où opèrent des éléments du Groupe islamique armé (GIA). Le nouveau chef de ce groupe, Rachid Abou Tourab, qui a succédé à Antar Zouabri, tué le 8 février par les forces de sécurité à Boufarik (35 km au sud d'Alger), a indiqué qu'il poursuivait la ligne radicale et violente de son prédécesseur jusqu'à l'établissement d'un État islamique en Algérie.

« Ni trêve, ni dialogue, ni réconciliation, ni sécurité, mais le sang, le sang, la destruction, la destruction », affirmait Rachid Abou Tourab dans un tract.

« Nous continuerons à détruire leurs récoltes, à prendre leurs biens, à violer leurs femmes, à les décapiter dans les villes, les villages et les déserts », a affirmé le nouveau chef, qui s'est engagé également à « tuer et à égorger sans aucun répit ».

## EXPRESS INTERNATIONAL

### ÉTATS-UNIS Moins d'entraves

LE MINISTRE de la Justice américain, John Ashcroft, a annoncé hier une série de mesures destinées à libérer le FBI de certaines contraintes susceptibles de l'empêcher de lutter efficacement contre le terrorisme. Les agents du FBI pourront entrer librement dans des lieux fréquentés par le public, sans mandat préliminaire, en cas de soupçons sur des activités terroristes à ces endroits. Ils auront désormais totale liberté pour naviguer sur l'internet afin d'y traquer les activités des terroristes, sans avoir besoin d'en référer à une autorité judiciaire.

— d'après AFP

### PROCHE-ORIENT Arafat signe

SOUS LA PRESSION des Palestiniens et de la communauté occidentale, le président Yasser Arafat a signé hier, cinq ans après son adoption par les parlementaires palestiniens, une loi devant servir de fondement à une constitution palestinienne. L'armée israélienne s'est retirée de Bethléem en Cisjordanie après quatre jours d'occupation. Au Caire, le secrétaire d'État adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns, a dénoncé les « humiliations quotidiennes dont souffrent les Palestiniens » et appelé à une mobilisation internationale pour la paix. — d'après AFP et AP

### MALI Encore neuf jours

LE GÉNÉRAL Moussa Traoré, ancien dictateur du Mali, a été grâcié par le président sortant hier, mais il a refusé de quitter la résidence où il est détenu depuis 11 ans tant qu'Alpha Oumar Konaré n'aura pas officiellement terminé son mandat. Ce dernier n'a plus que neuf jours de présidence avant de céder le pouvoir à son successeur démocratiquement élu, l'ancien général Ahmed Toumani Touré, dit « ATT ». Traoré a refusé la grâce, attribuée selon lui « pour des raisons politiques ». « ATT », élu en mai, avait promis qu'afin de « réconcilier les Maliens avec leur passé », il libérerait Traoré, qu'il avait fait emprisonner en 1991. Mais il s'est fait devancer par Konaré. — d'après AP

### CÔTE D'IVOIRE À l'ombre

LA COUR D'ASSISES d'Abidjan a condamné hier six des auteurs présumés d'une tentative de coup d'État en janvier 2001 et a acquitté sept autres accusés à la fin du premier d'une série de procès sur ce putsch manqué. « Trois militaires ivoiriens et un civil malien, ont été condamnés à 20 ans d'emprisonnement et deux civils burkinabè ont été condamnés à 3 ans », a déclaré le responsable des avocats de la défense, Bakary Sangaré. Dans la nuit du 7 au 8 janvier 2001, des assaillants avaient attaqué l'un des principaux camps de gendarmerie d'Abidjan et les sièges de la télévision et de la radio nationales.

— d'après AFP

laveuse, maintenant 629<sup>99\*</sup>  
sècheuse, maintenant 476<sup>99\*</sup>

DUO LESSIVE KENMORE 'ÉDITION SPÉCIALE' DE SUPER CAPACITÉ

Rabais 100 \$ sur le duo et épargnez 10% de plus.

Laveuse 3 pi<sup>3</sup>. N° 22692.

Rég. Sears 749,99. Soldée 699,99

Sècheuse 7 pi<sup>3</sup>. N° 62692.

Rég. Sears 579,99. Soldée 529,99



maintenant 764<sup>99\*</sup>

RÉFRIGÉRATEUR KENMORE DE 18,1 PI<sup>3</sup> À CONGÉLATEUR EN HAUT

Rabais 80 \$ et épargnez 10% de plus.

2 tablettes en verre. 3 tablettes dans la contre-porte.

N° 65832. Rég. Sears 929,99.

Soldé 849,99



# épargnez 10%

## sur presque tous les gros appareils ménagers et aspirateurs Kenmore<sup>MD</sup>

même s'ils sont déjà en solde

À l'exclusion des articles 'Valeur sûre' et 'Grande nouvelle'

**Kenmore** ®/MD



maintenant 494<sup>99\*</sup>

LAVE-VAISSELLE KENMORE LAVAGE ULTRA

Rabais 80 \$ et épargnez 10% de plus. Pompe de séparation.

Lavage sur 5 niveaux. N° 16522.

Rég. Sears 629,99. Soldé 549,99

En blanc ou noir



maintenant 494<sup>99\*</sup>

CUISINIÈRE KENMORE À NETTOYAGE FACILE

Rabais 10%. S'intègre au comptoir. Programmeur électronique. N° 55090.

Rég. Sears 549,99.

Aussi en tout blanc.

Supplément pour four autonettoyant



maintenant 157<sup>49\*</sup>

ASPIRATEUR VERTICAL KENMORE 12 A

Rabais 85 \$ et épargnez 10% de plus. Tuyau extensible.

Filtre en mousse. N° 31100.

Rég. Sears 259,99. Soldé 174,99

### Il y a des magasins Sears près de chez vous

**Amos**

Magasin-concession d'Amos (819) 732-6451 **GAM**

**Granby**

Les Galeries de Granby (450) 375-5770 **MS, GAM**

**Joliette**

Magasin-concession de Joliette (450) 759-3900 **MS, GAM**

**Mont Laurier**

Magasin-concession de Mont Laurier (819) 623-4100 **GAM**

**Montréal**

Magasin de meubles et d'électroménagers d'Anjou

Langelier et Jean Talon (514) 254-4213 **M, MS, GAM**

Magasin de meubles et d'électroménagers de Brossard

Boulevard Taschereau et boulevard Napoléon (450) 678-9066 **M, MS, GAM**

Magasin de meubles et d'électroménagers de LaSalle

Boul. Newman et Boul. Shenkus (514) 365-5070 **M, MS, GAM**

Carrefour Laval (450) 682-1200 **MS, GAM**

Mail Champlain Brossard (450) 465-1000 **MS, GAM**

Magasin de meubles et d'électroménagers de Laval

Boulevard Curé Labelle et autoroute 440 (450) 682-0495 **M, MS, GAM**

Les Galeries d'Anjou (514) 353-7770 **MS, GAM**

Place Vertu (514) 335-7770 **M, MS, GAM**

**Pointe Claire**

Centre Fairview Pointe Claire (514) 694-8815 **MS, GAM**

Magasin de meubles et d'électroménagers de Pointe Claire

Boul. des Sources et autoroute Transcanadienne (514) 694-3984 **M, MS, GAM**

**Repentigny**

Les Galeries Rive Nord (450) 582-5532 **MS, GAM**

**Rouyn-Noranda**

Place Rouanda (819) 797-2321 **GAM**

**Sorel**

Les Promenades de Sorel (450) 746-2508 **M, MS, GAM**

**St-Bruno**

Promenades St-Bruno (450) 441-6603 **GAM**

Autoroute 30 et autoroute 116 (450) 653-4064 **M, MS, GAM**

**St-Hyacinthe**

Magasin-concession de St-Hyacinthe (450) 773-6601 **MS, GAM**

**St-Jean**

Le Carrefour Richelieu St-Jean (450) 349-2651 **M, MS, GAM**

**St. Jérôme**

Le Carrefour du Nord (450) 432-2110 **M, MS, GAM**

**Val d'Or**

Magasin-concession de Val d'Or (819) 825-3181 **GAM**

**Valleyfield**

Magasin-concession de Valleyfield (450) 371-3050 **MS, GAM**

**Victoriaville**

La Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000 **M, MS, GAM**

**M: meubles, MS: ensembles matelas-sommier, GAM: gros appareils ménager**

### Gros appareils ménagers de Sears: record de ventes au Canada

D'après des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité

\*Le rabais supplémentaire de 10% est inclus dans les prix indiqués. Pour les articles en solde, le rabais est déduit du prix de solde.



Gros appareils ménagers en ligne au [www.sears.ca](http://www.sears.ca)

Copyright 2002, Sears Canada Inc.

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN 2002

**SEARS**

Un service œcuménique en célébration du Jubilé d'Or de  
**SA MAJESTÉ LA REINE  
 ÉLIZABETH II**  
*aura lieu*  
**le dimanche 2 juin à 16 h**  
*à la*  
**CATHÉDRALE CHRIST CHURCH**  
 635, rue Sainte-Catherine Ouest, angle University

*Le service bilingue inclut des lectures et des prières, en présence du  
 Lieutenant-Gouverneur du Québec, l'honorable Lise Thibault  
 et des représentants des communautés chrétiennes de Montréal*

Des hymnes et antiennes seront chantés par  
*les chœurs de la cathédrale sous la direction de Patrick Wedd*

*Une réception suivra dans le square Wallenberg  
 à l'arrière de la cathédrale*

**CAPTEZ L'ACTION!**

**PRÉSENTATIONS des OBJECTIFS SIGMA!**  
 Apprenez les toutes dernières technologies et percées de la haute performance optique.  
**PLUSIEURS SPÉCIAUX EN MAGASIN!**

**GRATUIT!**  
 avec tout achat d'objectifs.

Caméra compact 35mm  
 ou  
 Chaise télescopique

**2 JOURS SEULEMENT!**  
 LE REPRÉSENTANT DE SIGMA SERA PRÉSENT  
**SAMEDI, le 1<sup>er</sup> juin à notre succursale La Place du centre-ville**  
**DIMANCHE, le 2 juin à notre succursale de Pointe-Claire**

**100-300mm f4.5/6.7 DL**  
 • Zoom téléobjectif  
 • Le plus petit objectif en son genre au monde  
**248\$**

**28-200mm f3.5/5.6 HZ ASP**  
 • Objectif avec zoom haute performance, idéal pour les voyages et les saisis d'images en mouvement  
**398\$**

**170-500mm f5/6.3 APO**  
 • Compact  
 • Achromatique  
 • Zoom téléobjectif Ultra  
 • Idéal pour les saisis d'images de sports, nature et de paysages  
**1098\$**

**GRATUIT TRÉPIED!**  
 (valeur de 130\$)  
 • À l'achat de ce produit.

Offre pour un temps limité ou jusqu'à épuisement des stocks.

**Dumoulin**  
 Electronique • Informatique • Photo • Communications

**LA PLACE** 2050, boul. St-Laurent, (Stationnement facile) Montréal • (514) 288-7755

2355C, Route Transcanadienne, Pointe-Claire • (514) 428-1616

**loto-québec** **Résultats**  
 TVA, le réseau des tirages

**649** Tirage du 2002-05-29

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	5 000 000,00 \$
5/6+ 4	142 645,80 \$
5/6 364	1 254,00 \$
4/6 18 551	47,10 \$
3/6 304 678	10,00 \$

Ventes totales: 15 223 711 \$  
 Prochain gros lot (appr.): 10 000 000 \$

Complémentaire: (21)

**Quebec** Tirage du 2002-05-29

GAGNANTS	LOTS
6/6 0	1 000 000,00 \$
5/6+ 1	50 000,00 \$
5/6 20	500,00 \$
4/6 1 036	50,00 \$
3/6 18 355	5,00 \$

Ventes totales: 589 158,50 \$

**PANCO** Tirage du 2002-05-30

GAGNANTS	LOTS
02 12 14 16 18 19 24 26 27 30	
33 34 35 46 52 59 61 63 65 69	

**Extra** Tirage du 2002-05-30

NUMÉRO: 270979

**Extra** Tirage du 2002-05-29

NUMÉRO: 887936

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
 En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI 1 866 SOS-JEUX**

## Le stress oxydant Ça passe ou ça casse

Une explosion oxydative, une explosion agressive des polluants de l'environnement de toutes sortes, des agressions tant physiologiques que psychologiques - Le stress est entraîné par des stressants qui viennent sous toutes les formes, à partir d'une surcharge de travail, de conflits de personnes, de fumée de cigarettes, d'embouteillages quotidiens, d'une mauvaise alimentation, etc. Il n'y a pas de remède universel contre le stress. C'est à chacun d'entre nous d'élaborer la stratégie qui nous convient le mieux. Nous n'avons aucune chance d'y échapper. Il est donc préférable de mettre au point une technique de défense, comme faire de l'exercice, l'activité physique étant l'un des meilleurs remèdes qui soient contre le stress; surveiller son alimentation, un régime bien équilibré est souvent déterminant; essayer d'éliminer certains agents stressants, sinon ça casse... ça nous casse.

Comment briser le stress avant qu'il ne nous brise?  
 Il convient au début d'apporter à notre métabolisme le carburant nerveux nécessaire, sinon il vient à manquer. Bio-Sirum formule stress, une toute nouvelle formule, peut faire partie de notre stratégie de lutte tout autant contre le stress oxydatif par ses antioxydants externes que contre tout stress psychologique par son groupe de nutriments préventifs.

Bio-Sirum formule stress pour aider à contrer les dommages attribuables à tout genre de stress.

Un produit **Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365  
 Maurice : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
 Estrie : (819) 823-3322

3057234

## ASIE CENTRALE

# Accord pour acheminer le gaz turkmène vers le Pakistan via l'Afghanistan

d'après AFP

ISLAMABAD — Les chefs d'État des trois pays concernés se sont rencontrés hier à Islamabad pour parapher un « protocole » sur l'acheminement du gaz turkmène vers un port du Pakistan via l'Afghanistan. Ce gazoduc de 1500 kilomètres devrait être rapidement suivi d'un oléoduc, dont le contenu pourrait également être exporté par les ports pakistanais.

Le président pakistanais, Pervez Musharraf, le président intérimaire afghan, Hamid Karzai, et le président du Turkménistan, Saparmurat Niyazov, se sont réunis avec leur délégation dans un hôtel d'Islamabad.

« Le grand jeu en matière d'énergie vient juste de commencer », a déclaré le général (à la retraite) Hameed Gul, ancien chef du renseignement militaire pakistanais. « Les ressources en énergie des pays du Golfe vont diminuer avec le temps et il y a des ressources énormes disponibles en Asie centrale. »

Selon un économiste, ce n'est pas une coïncidence si cet accord intervient quelques mois seulement après l'installation d'un nouveau régime à Kaboul.

« C'est très important » estime A. R. Kamal, directeur de l'institut pakistanais du développement. « Le problème de base était celui de la sécurité en Afghanistan. S'il (ce problème, NDLR) saute, alors c'est une percée importante. Le projet existait depuis le début des années 90 mais la situation de guerre et d'instabilité en Afghanistan était le principal obstacle. »

Pour le général Gul, les États-Unis ont leurs idées sur la question, et leur présence en Afghanistan n'est pas innocente. « Le désir des Américains est que le XXI<sup>e</sup> siècle soit leur siècle. Ils veulent réguler l'économie mondiale par le robinet énergétique. »

« Mais l'exploitation de l'énergie d'Asie centrale n'est pas seulement de l'intérêt des Américains. Il y a des intérêts stratégiques » et, selon lui, les trois joueurs réunis à Islamabad hier sont eux aussi pressés de finir la partie.

« Cet accord est bien rapide, estime le général. Ils veulent signer à tout prix avant la constitution d'un nouveau gouvernement en Afghanistan. » Ce nouveau gouvernement sera issu de la Loya Jirga, l'assemblée afghane traditionnelle prévue pour se dérouler à la mi-juin.

Mais ce jeu, estime l'expert, « est dangereux, et tout le monde ne respectera pas les règles ». De plus, « la partie ne fait que commencer. Nous allons voir comment et quand elle finira ».

Le gazoduc reliera Daulatabad au Turkménistan au port pakistanais de Gawadar, en mer d'Arabie.

Les trois présidents devaient également discuter du terrorisme, des tensions régionales, notamment entre l'Inde et le Pakistan, de la reconstruction de l'Afghanistan et du Cachemire.

# New York n'oubliera jamais



**RICHARD HÉTU**

collaboration spéciale

**LA PRESSE À NEW YORK**

DIMANCHE, LE RÉSEAU de télévision HBO a présenté *In Memoriam, New York City*, un documentaire d'une heure montrant la journée du 11 septembre 2001 à Manhattan dans toute son horreur.

Pour la première fois, les téléspectateurs américains ont vu des gens sauter dans le vide pour échapper aux flammes du World Trade Center. Ils ont pu lire la stupeur sur le visage du maire Rudolph Giuliani, témoin d'une de ces chutes vertigineuses vers la mort. Ils ont revu l'écroulement des deux tours, qui allait entraîner la création d'un lieu mythique, Ground Zero.

Dans le documentaire, on entend un Giuliani ébranlé dire, à propos de l'incroyable montagne de débris fumants sous laquelle étaient ensevelies des milliers de personnes : « C'est l'enfer comme Dante l'avait imaginé. »

Hier matin, dans le sud de Manhattan, les New-Yorkais ont fermé délicatement la porte sur cet enfer. Dans une cérémonie empreinte de tristesse et de simplicité, ils ont souligné la fin d'une tâche aussi monumentale que déchirante. En

huit mois et demi, ils ont dégagé 1,8 million de tonnes de débris et récupéré près de 20 000 morceaux humains, qui ont permis d'identifier 1102 victimes, sur un total de 2823 morts.

Personne n'a fait de discours au cours de la cérémonie, qui s'est déroulée par un temps ensoleillé et humide. Personne n'a offert de prière. Personne n'a scandé : « USA ! USA ! USA ! ».

Mais le drapeau américain était très présent, New York ayant découvert ou redécouvert le patriotisme à la faveur du 11 septembre. Le « Old Glory » recouvrait une civière vide, qui a été évacuée du site par des représentants de tous les services ayant participé aux recherches. La civière symbolisait les disparus dont les corps n'ont jamais été trouvés.

Le drapeau américain recouvrait aussi une partie de la seule poutrelle de soutien du World Trade Center ayant résisté aux attentats. Un camion a transporté la poutrelle, sortant de Ground Zero par une rampe le long de laquelle se trouvaient politiciens et autres dignitaires de New York. Le semi-remorque a pris la direction d'un entrepôt proche de l'aéroport Kennedy, où la poutre sera remise en attendant d'être intégrée dans le mémorial qui sera érigé sur le site.

La cérémonie avait commencé à 10 h 29, heure de l'écroulement de la deuxième des tours jumelles. Une cloche a alors sonné quatre fois cinq coups, le signal traditionnel au sein du New York Fire Department pour marquer la mort

d'un pompier. Un total de 343 soldats du feu ont donné leur vie le 11 septembre en tentant de sauver les prisonniers des flammes.

Plusieurs familles de victimes ont assisté à la cérémonie sur une passerelle qui leur donnait une vue imprenable sur Ground Zero, qui n'est plus qu'un immense trou de 25 mètres de profondeur. Face aux familles, de l'autre côté du trou, une immense banderole avait été déroulée. On pouvait y lire : « We will never forget ».

En effet, New York n'oubliera jamais. Elle n'oubliera ni le 11 septembre ni les huit mois et demi qui ont suivi, une période qui l'aura vu se relever vaillamment de la pire catastrophe de son histoire.

Et elle investira au cours des mois et des années à venir une partie de son énergie indomptable à un projet de reconstruction qui se verra un hommage aux victimes du 11 septembre. New York entend agir rapidement. Dès décembre, elle choisira un plan définitif, au terme d'intenses consultations avec les citoyens et les nombreuses parties.

La conception d'un mémorial viendra plus tard. On sait cependant déjà qu'il sera construit sur les empreintes mêmes des tours jumelles.

New York ne peut pas oublier. Le 11 septembre 2001, elle a été touchée en plein cœur par ceux qui lui en voulaient pour sa richesse, sa modernité, sa diversité. Huit mois et demi plus tard, elle est prête à reconstruire son avenir dans le sud de Manhattan, là où elle est née.

# Rumsfeld en Inde et au Pakistan pour calmer le jeu

d'après AFP

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a décidé hier d'envoyer la semaine prochaine son secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, en Inde et au Pakistan pour tenter d'éviter une nouvelle guerre entre les deux voisins nucléaires à propos du Cachemire.

La tension est encore montée d'un cran hier entre les deux pays avec de violents duels d'artillerie au Cachemire et une attaque de la guérilla musulmane contre un bâtiment de police qui a fait cinq morts.

L'armée indienne a déclaré que des bombardements pakistanais — auxquels elle a « riposté » puisamment — s'étaient poursuivis jusqu'à hier matin, notamment dans le secteur de Poonch.

La guerre des nerfs s'est, par ailleurs, intensifiée entre les deux capitales avec des déclarations et contre-déclarations reflétant bien l'état actuel de tension.

Un communiqué d'Islamabad annonçant un début de redéploiement de troupes pakistanaises de la frontière afghane vers la frontière indienne a suscité une réaction immédiate à New Delhi.

« Nous avons une pleine connaissance de la situation et de la mobilisation pakistanaise en troupes et en chars. Nous avons un contrôle total de la situation », a dit un porte-parole militaire indien.

Le président pakistanais, Pervez Musharraf, a ensuite précisé, dans une conférence de presse, que ce mouvement de troupes « n'avait pas encore commencé ». « Nous allons essayer d'éviter le conflit », a-t-il dit. « Le conflit n'aura lieu que si l'Inde le commence. »

Selon Bush, Rumsfeld se rendra dans la région pour faire baisser la tension entre les deux pays, à la suite du secrétaire d'État adjoint, Richard Armitage, qui s'envolera pour le sous-continent mardi.

« Des millions et des millions et des millions de gens seraient touchés dans ces deux pays » en cas de guerre, a noté le secrétaire à la Défense. Le Pentagone, a-t-il indiqué, est prêt à soumettre à ces deux puissances ce qu'il sait des conséquences d'un cataclysme nucléaire.

Les dates exactes de son voyage n'ont pas été précisées, mais le ministre a indiqué qu'il assisterait à la réunion semestrielle des ministres de la Défense de l'OTAN. Celle-ci est prévue les 6 et 7 juin à Bruxelles.

# RADIO

## Première Chaîne

Radio - Canada

Nouvelles nationales  
et internationales,  
analyses en profondeur,  
à *Sans frontières*

# Désautels

En semaine

Réalisation : Pierre Trottier

# 17h30



# 95.1<sup>FM</sup>

## Montréal

Écoutez pour voir.

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## ADQ: le bal de graduation



MARIO ROY  
 mroy@lapresse.ca

Maintenant que Mario Dumont est solidement incrusté dans le paysage politique du Québec, son parti fera l'objet de la part des électeurs, des analystes et de... ses adversaires, d'une attention à la fois plus grande et de nature différente. Son programme, qui n'a soulevé à ce jour qu'un intérêt presque anecdotique, devra être gonflé aux hormones. Il faudra l'étoffer non pas tant de précisions que de substance. Non pas tant d'engagements circonstanciés et chiffrés que de la promesse d'une vision.

Car, si on ne méprise pas totalement l'électorat, on accepte volontiers l'idée qu'il est plutôt clairvoyant. Qu'il vote d'abord pour des hommes et pour une vision, justement. Et non surtout pour des millions additionnés ou soustraits — selon que l'on parle des dépenses de santé ou de l'appétit du fisc... — dans la propagande électorale.

Il y a un quart de siècle, par exemple, il existait un tel homme et une telle chose que René Lévesque et un projet péquiste.

Si Mario Dumont projette une image devenue en quelques semaines suffisamment forte pour pouvoir éventuellement s'imposer, la situation de l'Action démocratique du Québec, quant à son programme, est en même temps un boulet et un atout. Celui-ci, en effet, n'est connu que par « clips », comme ces artistes n'existant qu'à l'antenne de MusiquePlus : fin de la sécurité d'emploi des fonctionnaires, irruption du privé dans le réseau de la santé, écoles placées en concurrence et autres projets de taux d'imposition unique. C'est un

boulet parce que cela prête à la caricature. C'est un atout parce que, à partir de là, on ne peut qu'aller en direction de plus de profondeur.

L'ADQ doit donc à partir de maintenant dégager ses intentions fondamentales et les assembler en un tout cohérent.

Par exemple, priver la fonction publique de la sécurité d'emploi est une absurdité. Et ce pour plusieurs raisons, la première étant que, historiquement, elle lui fut accordée pour la mettre à l'abri des revirements politiques, ce qui demeure toujours une nécessité. Mais on comprend bien qu'il y a une intention derrière cette idée, qui est de responsabiliser les travailleurs de l'État et qui est extrêmement valable.

La promesse d'un taux unique d'imposition peut faire l'objet de la même déconstruction. La mécanique actuelle du fisc est injuste, percluse d'échappatoires et d'une complexité sidérante : il faut donc lui faire subir une révision en profondeur, qui n'aboutira sans doute pas au taux unique, mais qui va certainement tendre dans cette direction.

Demain et dimanche, l'Action démocratique du Québec siège en conseil général à Rivière-du-Loup. Il s'agit des premières assises du parti depuis son étonnante victoire dans Saguenay aux élections partielles du 15 avril. Des premières assises depuis que des sondages nationaux lui attribuent à répétition le tiers, ou un peu plus, des intentions de vote. Et on se trouve à 15 jours du scrutin de la mi-juin, alors que seront mises à l'encre quatre autres circonscriptions...

L'attitude des ténors péquistes — d'une virulence désertée par l'intelligence — face à la surprenante ascension de l'ADQ indique assez bien que celle-ci vient d'accéder à l'âge adulte, pour ainsi dire.

Il y aura donc chez les adéquistes, ce week-end, comme une ambiance de bal de graduation.

Il s'agira pour eux de ne pas bousiller la cérémonie.

## Médecins à contrat



KATIA GAGNON  
 kgagnon@lapresse.ca

Commençons par un petit quiz. À votre avis, quel ministre de la Santé a tenu les propos suivants ? « D'autres efforts seront demandés aux médecins omnipraticiens. Ceux qui travaillent en cabinet privé ne pourront bientôt plus s'y cloisonner. Ils devront exercer leur art également dans les CLSC et les services d'urgence, même si bon nombre d'entre eux y voient une intrusion inacceptable dans leur liberté de pratique ». Facile, répondez-vous.

François Legault a fait ces déclarations pas plus tard que la semaine dernière. Mauvaise réponse. C'est Marc-Yvan Côté qui, en 1993, livrait cet avertissement prémonitoire au corps médical.

Cela illustre bien qu'il y a belle lurette que Québec cherche à encadrer davantage le travail des médecins. Ceux-ci sont des travailleurs autonomes qui acceptent difficilement de se faire imposer des diktats par l'État. C'est pourtant ce que s'apprête à faire le ministre François Legault, qui voudrait faire signer des contrats aux médecins afin, notamment, de les amener à travailler davantage dans les régions et sur certains quarts de travail moins populaires dans les hôpitaux. Un affrontement est à prévoir car cette mesure constitue une petite révolution.

L'idée de départ est pourtant simple. La plupart des gens ne le réalisent pas, mais les gestionnaires n'ont, dans les faits, aucune autorité sur les médecins qui oeuvrent dans leur hôpital. Les médecins sont des travailleurs autonomes, qui relèvent du Conseil des médecins et dentistes (CMDP) de chaque établissement. Si un gestionnaire estime qu'un médecin a de mauvaises pratiques, il doit en référer au CMDP. Qui fait enquête après que, généralement, le médecin fautif se soit assuré des services d'un avocat. Un processus extrêmement lourd.

Théoriquement, les gestionnaires de l'hôpital ne peuvent même pas

demander aux médecins de changer des éléments simples de leur pratique. Le frère du premier ministre Jean Chrétien a récemment été victime d'une telle situation lors de son hospitalisation : le spécialiste qui aurait pu lui épargner un séjour prolongé à l'urgence n'a pas voulu entrer au travail une fin de semaine. Personne n'a pu le lui imposer. Le patient est resté dans le corridor.

Si on pousse plus loin l'idée de M. Legault, de tels contrats signés par d'éventuels groupes de médecine familiale pourraient contribuer à régler le problème du manque de médecins en région puisque les omnipraticiens s'engageraient à assurer le suivi de leurs patients hospitalisés. Ce qui éviterait des situations rocambolesques comme celle vécue par l'hôpital de La Tuque, contraint récemment d'appeler 456 médecins avant d'en dénicher deux qui acceptaient de venir assurer les services essentiels de l'urgence pendant un week-end.

Voilà pour la théorie. En 1993, Marc-Yvan Côté avait arraché aux médecins une entente « historique », qui les obligeait, dans leurs dix premières années de pratique, à consacrer 12 heures par semaine à l'urgence ou au CLSC. Voilà qui allait régler définitivement le problème de la répartition des médecins sur le territoire, se félicitait-on à l'époque. Bilan, une décennie plus tard ? Après ce seuil fatidique de dix ans, les médecins abandonnent généralement leur pratique hospitalière. En gros, les médecins québécois passent le tiers de leur temps hors de leurs cabinets privés. C'est encore bien peu.

Les contrats de François Legault auront-ils plus d'effet ? Peut-être. Mais il faudra d'abord que le ministre convainque les médecins de leur nécessité. Toujours en 1993, le lobby des blouses blanches était monté aux barricades contre des mesures de la même eau. Le Québec a appris de cette expérience qu'on ne négocie pas brutalement de tels virages. L'expérience proposée par M. Legault mérite d'être tentée, mais il devra, pour qu'elle réussisse, persuader les médecins qu'ils n'auront pas qu'à subir les aléas de sa révolution : ils y trouveront aussi leur avantage.



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Décloisonner les mentalités

Madame Michèle Ouimet,

LA CAUSE est entendue, le jugement prononcé : « Les francophones ont honte de la SSJB » (*La Presse*, 29 mai) « Le dernier des résistants ».

Je croyais pourtant révolue l'époque où un seul, s'estimant investi de l'ecclésiastique pouvoir de parler au nom de la multitude, prodiguait condamnations et exclusives du haut de sa cathèdra.

Je serai, pour ma part, plus modeste, et parlerai en mon seul nom.

La seule chose qui, je ne dirai pas me fait honte, mais me dérange, c'est de constater qu'après tant et tant d'années d'efforts pour decloisonner les mentalités, il se trouve encore des esprits, parmi ceux que l'on dit beaux, pour n'apercevoir, de la réalité humaine de Montréal, que ce que leur donne à voir leur prisme hérité d'un XIX<sup>e</sup> siècle ethnicié et provincialisé, et qui persistent en notre XXI<sup>e</sup> siècle à nous découper en « anglophones » d'un côté et en « francophones » de l'autre, comme si, en cette ère de peuples, de nations et de mégapoles, nous n'étions pas tous Montréalais et Québécois devenus.

GUY BOUTHILLIER  
 président général  
 Société Saint-Jean-Baptiste

### Un édito à point

Mme Michèle Ouimet,

VOTRE ÉDITORIAL dans le journal de mercredi (« Le dernier des résistants ») était vraiment à point ! Il a merveilleusement exprimé les sentiments que la plupart d'entre nous, Anglo-Québécois, éprouvons. Nous avons accepté avec enthousiasme le nouvel ordre et nous sommes fiers de faire partie d'un environnement culturel si merveilleux. Où ailleurs peut-on jouir des produits de deux cultures dont nous tirons tous partie ?

Demandez à n'importe quel Anglo dans les rues de Montréal et il vous dira qu'Alliance Québec ne parle virtuellement pour personne d'entre nous. Le Parti égalité ? La plupart d'entre nous seraient surpris de se faire dire qu'il existe encore !

Les gens qui visitent notre province sont surpris de constater que dans un groupe, les gens d'ici peuvent passer d'une langue à l'autre sans que quiconque y prête vraiment attention.

Je lis *La Presse* et *Le Devoir* tous les jours (je choisis le *Journal de Montréal* en de rares occasions) et je ne suis pas le seul à faire de même dans mon milieu.

Des articles comme le vôtre servent à nous persuader que nous ne sommes pas tous perçus comme faisant partie de groupes marginaux qui se battent pour une histoire qui, Dieu merci, n'est plus réelle ou souhaitée.

Je dois préciser que je suis aussi vice-président et directeur général de CJAD, Mix 96 et CHOM Fm et je me suis toujours efforcé de m'assurer que nos trois stations de radio se comportent comme des citoyens bien équilibrés du Québec que nous aimons tous.

ROB BRAIDE

### Bonification ou cadeau empoisonné ?

JE SUIS fatiguée. Mes compagnes aussi. Encore plus moralement que physiquement. Je suis fatiguée, lorsque les bras ne suffisent plus, de me faire dire : « Oblige quelqu'un (force majeure), on est à moins 10 (12, 14, 16 etc.) ». Je suis triste de voir ces compagnes, surtout les plus jeunes, déçues, défaites, vulnérables. Quelle déception que ce cadeau empoisonné. De belles primes ? Si, mais assujetties à des conditions sans équivoque : pas d'absence pendant 28 jours ! Gare à la grippe, au torticolis, au lumbago, à la varicelle du jeune enfant, à la crise d'arthrite de votre vieille mère, et j'en passe !

Les grands penseurs du MSSS nous ont offert un bonbon trop épice, trop indigeste. Et cette fois-ci, nous ne baisserons pas la tête, ni les bras. Nos gouvernements ont précipité des infirmières d'expérience à la retraite, contingenté les inscriptions en techniques de soins infirmiers. Nous avons payé et payerons encore longtemps ce manque de vision de nos dirigeants.

Que faire en période de crise pour panser les plaies d'un système qui, actuellement, nous désillusionne et nous fait perdre notre feu sacré ? Dire non ! Massivement. Et pour une fois, imposer notre condition : taux double pour chaque huit heures supplémentaires et ceci, sans condition.

RAYMONDE DUGUAY  
 Infirmière depuis 35 ans

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif : [www.cyberpresse.ca/lettres](http://www.cyberpresse.ca/lettres)

## Prêts à voter ADQ

Monsieur Mario Dumont,

UN GRAND nombre de mes amis incluant moi-même sommes presque décidés à voter pour votre parti à la prochaine élection. Cependant, une seule question nous en empêche : l'incertitude de votre option. Êtes-vous fédéraliste ou séparatiste ?

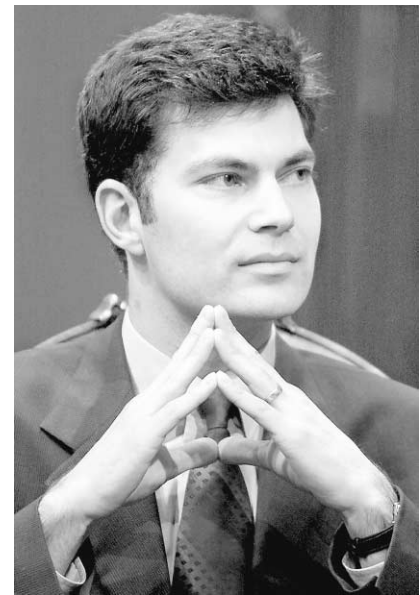
Si vous nous promettiez qu'il n'y aura qu'un seul référendum tous les dix ans, il est certain que nous serions immédiatement parmi vos électeurs. Ne nous perdez pas, nous sommes presque ADQuistes !

PIERRE CHOQUETTE  
 Granby

### Pensée magique ?

LE 28 MAI, Eric Pier Sperandio signait une lettre ouverte dans *La Presse*, intitulée *Je voterai pour l'ADQ*. Il y exprimait ses dilemmes électoraux que je partage tout à fait, notamment en ce qui concerne le PQ qui dirige de facto trop à droite à mes yeux. Et qu'attendre du Parti libéral tel que dirigé par Jean Charest ?

Mais choisir l'ADQ en pensant



Mario Dumont

« voter pour le changement, en espérant l'honnêteté », sans égard pour le programme et la vision du parti, c'est tout simplement aberrant. C'est voter pour un slogan, un credo, une pensée magique ! Le programme de l'ADQ est encore plus à droite que l'action du PQ actuel. On peut

bien s'imaginer naïvement, comme le fait monsieur Sperandio, un Mario Dumont stupéfiant d'audace, tel un nouveau dirigeant novateur qui « saura prendre le pas sur les fonctionnaires ». Mais on peut être bien plus certain qu'il se soumettra à l'idéologie néolibérale et à ses maîtres et défenseurs.

Si c'est la sociale-démocratie qui intéresse certaines personnes tentées ainsi par l'ADQ, il y a de bien meilleurs choix à faire et mille façons de voter chaque jour. En vrac, ces options se nomment : Amnistie Internationale, Alternatives, Greenpeace, Attac-Québec, Eau Secours, le commerce équitable, l'agriculture biologique, l'Union paysanne et combien d'autres, en plus de la participation active à la vie démocratique en agissant et en réagissant beaucoup plus intensément aux décisions et actions de nos élus ET non élus (financiers, multinationales, lobbies des armes, du pétrole, etc.).

CATHERINE CARON  
 Montréal

## Forum

## Les imposteurs!

Bien des Québécois ne voient rien de positif dans la politique américaine, alors que près de la moitié de notre richesse dépend du commerce avec les É.-U.



CHARLES-PHILIPPE DAVID  
et LOUIS BALTHAZAR

Les auteurs sont respectivement directeur et président du nouvel Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. L'Observatoire sera inauguré dans le cadre du colloque sur « L'antiaméricanisme » qui se tiendra lundi prochain à Montréal. (www.dandurand.uqam.ca)

LES MISES EN cause et les accusations dirigées contre la politique américaine, notamment la politique étrangère des États-Unis, sont légion. La crise du 11 septembre dernier a sans nul doute relancé le débat sur l'antiaméricanisme comme jamais depuis la guerre du Viêt-nam. Les reproches prennent parfois l'allure d'une campagne de dénonciation tous azimuts, où « la faute aux Américains » est le trait dominant du raisonnement. Toutes les intentions les plus machiavéliques, manichéennes et sordides sont prêtées aux gestes américains. Ainsi, l'administration Bush est tenue responsable, comme celle qui l'a précédée, de l'enchaînement des événements menant au 11 septembre... « Ils l'ont cherché », a-t-on entendu à quelques reprises. Comme si la conspiration, et non la simple incompréhension — voire l'ignorance —, était toujours l'explication ultime de toutes les entreprises américaines dans le monde.

D'autres, plus nuancés, critiquent, pointent du doigt ou fustigent les carences, les insuffisances et les contradictions de l'administration Bush dans sa conduite de la riposte militaire et diplomatique au terrorisme. Cette approche sera souvent celle des américanologues qui, autant que possible, éviteront le piège de la généralisation pour décrire l'extraordinaire pluralisme du système américain. L'appréhension de la réalité du processus décisionnel aux États-Unis doit en effet prendre en compte la démultiplication d'acteurs aux intérêts variés : les rapports de pouvoir au sein des institutions gouvernementales — en témoignent par exemple les affrontements fréquents entre le secrétaire d'État Powell et le secrétaire à la Défense Rumsfeld —, les méandres et les rouages du Congrès, l'indépendance, l'influence et la puissance des médias, les dynamiques contradictoires des groupes de pression.

Certes, on peut formuler nombre de reproches à l'administration Bush. Sa ligne dure et unilatéraliste à l'endroit de Cuba ou de l'Iran, sa doctrine maladroite et simpliste de « l'axe du mal », sa non adhésion à des traités multilatéraux qu'elle dénonce, son obstination à vouloir construire la défense antimissiles, ses politiques commerciales protectionnistes envers l'Europe et le Canada, sa teneur en ce qui a trait à la reconstruction de l'Afghanistan, son désintérêt pour l'ONU, son incapacité à prévenir les attentats terroristes en raison de défaillances au sein de ses services de renseignement, sa passivité devant la dégradation du conflit israélo-palestinien, ou encore son entêtement à vouloir attaquer l'Irak. Devons-nous, pour autant, sombrer dans l'antiaméricanisme, comme si, critiquant les faits et gestes du

gouvernement Chrétien ou Landry, nous devions nécessairement devenir anticannadien ou antiquébécois ?

Alors pourquoi cet antiaméricanisme exacerbé et persistant ? Pourquoi les Américains sont-ils donc l'objet de ressentiment, de mépris, de haine, un peu partout dans le monde, à commencer par chez nous ? Parce qu'ils l'ont bien mérité, direz-vous ? Vous n'expliquerez pas ainsi ces attitudes qui ne pardonnent rien aux États-Unis tout en passant sous silence des actions et des politiques plutôt bienfaites. Vous n'expliquerez pas l'antiaméricanisme qui peut être entendu comme un parti pris sans réserve contre la superpuissance, un jugement sommaire, a priori et sans appel, qui condamne les États-Unis, qui les démontre au point de ne plus rien voir de positif émanant de Washington. C'est là bien sûr une caricature. Il existe divers degrés d'antiaméricanisme, mais dans tous les cas on constate une sorte de charge émotive qui tend à l'emporter sur la rationalité.

Parmi les colorations diverses que prend l'antiaméricanisme, il y a celle politique qui consiste à décrier tous les méfaits de la politique étrangère des États-Unis. Ainsi, peut-on entendre que « les États-Unis n'ont rien fait de bon »... Mais oublie-t-on, à titre d'exemple, les contributions des administrations Carter ou Clinton pour tenter de résoudre le conflit au Proche-Orient ? Il y a celle économique où les Américains sont coupables de promouvoir la mondialisation d'une pensée libérale unique et où le capitalisme est constamment condamné pour ses iniquités, sans toutefois relever que, contrairement aux expériences socialistes, il a minimalement créé plus de richesses.

Il y a celle fondée sur une lecture historique où les mythes fondateurs de l'Amérique sont confrontés à ses contradictions : discours de la démocratie et appui aux dictatures, promotion du libre-échange et mesures protectionnistes, défense du multilatéralisme et affirmation de l'unilatéralisme. Il y a enfin celle, culturelle, qui dénonce l'impérialisme des valeurs américaines réputées étouffer voire détruire les fondations et les exceptions des autres cultures.

L'antiaméricanisme offre des exemples notoires. Celui d'une gauche française, voire européenne, qui a jadis préfééré le stalinisme ou l'après-stalinisme soviétique à la politique américaine dite de « containment ». Celui de la vague maoïste qui a inspiré tant de jeunes en 1968 et les a amenés à employer le grossier langage de la révolution chinoise à l'endroit de l'impérialisme américain.

Plus près de nous, celui de tous ceux qui vont jusqu'à mettre en doute la bonne foi américaine au moment même des événements tragiques du 11 septembre dernier. Entre autres, le livre à succès et plutôt scandaleux de Thierry Meyssan (11 septembre 2001 : l'effroyable imposture), qui laisse entendre que les Américains auraient pu planifier eux-mêmes les attentats, tout au moins celui dirigé contre le Pentagone. Enfin, ici même, aux marches de l'empire, ils ne sont pas rares les Québécois qui ne voient plus rien de positif dans la politique américaine, alors même que près de la moitié de notre richesse dépend directement du commerce avec les États-Unis.

#### Démystifier l'antiaméricanisme

Face à ce phénomène, l'honnêteté intellectuelle la plus élémentaire est conviée à deux tâches essentielles. Il importe d'abord d'examiner, le plus objectivement possible, les causes de l'antiaméricanisme. Il n'est pas suffisant de dénoncer cette attitude excessive. Il faut encore en repérer les origines. Plusieurs facteurs peuvent être identifiés. Les uns proviennent des attitudes américaines elles-mêmes, des actions posées par les gou-



Des manifestants ont brûlé le drapeau américain en guise de protestation lors du sommet du G20, tenu à Ottawa, en novembre 2001.

vernements américains, de certains traits de la culture américaine, entre autres de cette incorrigible bonne conscience qui les amène à considérer leur société comme un modèle universel. D'autres peuvent être mis sur le compte d'une mauvaise conscience des autres populations et de la tendance à projeter tout le mal sur la grande puissance. Dans les deux cas, des erreurs de perception engendrées souvent par des myopies endémiques peuvent rendre compte des aberrations cognitives et des jugements mal fondés.

Il faut ensuite libérer la véritable critique, celle qui se fonde sur un examen attentif du dossier, sur une bonne connaissance de l'histoire et des structures politique, économique et sociale des États-Unis. Car, il faut bien le souligner, démystifier l'antiaméricanisme ne signifie pas qu'il faille toujours défendre la politique américaine. Bien au contraire, un effort d'objectivité (en tenant compte du fait que l'objectivité totale n'est jamais atteinte) nous amènera à dénoncer tout autant une sorte « d'américanomanie » qui apparaît parfois tout aussi puissante et tout aussi mal fondée que l'antiaméricanisme, même chez les intellectuels. Notre seconde tâche consiste donc à entreprendre une critique de la politique américaine qui soit équilibrée, nuancée, fondée sur les faits, sur les intentions exprimées des dirigeants, sur les précédents historiques, en somme sur une bonne connaissance des grandeurs et des misères de l'histoire américaine, des origines à nos jours.

Notons ici que les meilleures critiques du système américain et de la politique étrangère américaine nous viennent souvent de l'intérieur. Des journaux comme le *New York*

*Times* ou le *Washington Post* nous révèlent souvent bien davantage les failles du système et les aberrations de la politique que les critiques du *Monde diplomatique*. Ce qui n'exclut pas, il s'en faut, qu'un regard porté de l'extérieur soit parfois plus objectif et plus incisif. On peut en donner bien des exemples, à commencer par les analyses d'Alexis de Tocqueville au 19<sup>e</sup> siècle et celles de Raymond Aron au 20<sup>e</sup>.

#### Pour une critique proprement québécoise

Nous sommes particulièrement bien placés, en tant que Québécois, pour poursuivre cette analyse critique de la superpuissance voisine. D'abord parce que nous vivons à l'intérieur du système à bien des égards, de par nos activités commerciales, nos affinités culturelles, notre dépendance en matière de sécurité, et la multitude de rapports transnationaux qui nous lient irrémédiablement, pour le meilleur et pour le pire, aux États-Unis. En raison de notre poste privilégié d'observation, nous pourrions être reconnus comme fins connaisseurs de la politique américaine. Car nous sommes à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système.

Notre appartenance à la francophonie, nos liens avec la France nous permettent de jeter un regard original sur notre voisin du Sud. Attention cependant : parce que nous vivons à l'intérieur du système, nous ne pouvons nous permettre de reprendre la position européenne face aux États-Unis. Car nous sommes des Nord-Américains. Raison de plus pour démystifier ici même un antiaméricanisme sommaire, illusoire, voire quelque peu hypocrite. Nous ne pouvons à la fois profiter du système et le démoniser.

Des journaux comme le *New York Times* ou le *Washington Post* nous révèlent souvent bien davantage les failles du système américain que les critiques du *Monde diplomatique*.

## Une métropole culturelle à reconnaître

La culture est une dimension majeure de la vie montréalaise ; il est temps de le reconnaître

Le texte suivant a été co-signé par Pierre MacDuff, président du Conseil québécois du théâtre, Élise Paré-Tousignant, présidente du Conseil québécois de la musique, Chantal Gilbert, présidente du Conseil des métiers d'art du Québec, Bastien Gilbert, directeur général du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec, Julien Bellefleur, président du Conseil québécois des arts médiatiques, Pierre-Paul Savoie, président du Regroupement québécois de la danse, Yvan Gauthier, président du Conseil de la Culture de Montréal, Léo Beaulieu, directeur général du Regroupement des artistes en arts visuels et de la Société des droits d'auteur en arts visuels.

L'ADMINISTRATION municipale a invité les milieux montréalais, dont ceux des arts et de la culture, à se concerter en vue du Sommet de Montréal qui se tiendra la semaine prochaine.

Le Sommet de Montréal se présente comme une occasion historique à saisir pour faire enfin reconnaître le rôle de première importance joué par les arts et les industries

culturelles dans le caractère identitaire de la nouvelle ville et son positionnement parmi les grandes métropoles où elle se distingue avantageusement.

Deuxième ville francophone du monde, ouverte de longue date aux apports des cultures de l'étranger, Montréal se caractérise par la grande concentration d'artistes, de créateurs et de travailleurs culturels qui y vivent et qui y oeuvrent ainsi que par la place faite à la création contemporaine et celle prise par les industries culturelles.

Effervescente par les nombreux festivals qui s'y succèdent, Montréal offre tout au long de l'année une diversité d'activités artistiques de haut niveau dont plusieurs connaissent un rayonnement qui dépasse les frontières du Québec. En cela elle fait figure de métropole culturelle sur la scène internationale.

Ce développement d'un secteur culturel fort et diversifié est le fruit de l'apport artistique et du travail soutenu exercés par ceux



et celles qui, à un titre ou un autre, oeuvrent dans ce milieu en tant que professionnels. Pour chacun d'eux, pour chacune d'elles, et malgré les difficultés d'en vivre, inhérentes à la nature même de la place faite à l'art dans notre société, le rapport à la création et à la production culturelles est de nature radicalement différente du dilettantisme ou de celui que les citoyens et citoyennes entretiennent à l'égard d'une activité de loisir, nécessairement secondaire par rapport à leur activité principale.

Nous sommes d'avis que, dans ses politiques tout comme dans ses choix budgétaires à venir, l'administration municipale mon-

tréalaise de la nouvelle ville devra impérativement établir des distinctions claires dans ses interventions à l'égard du secteur des loisirs, des activités à caractère scientifique ou éducatif et, enfin, des activités artistiques professionnelles.

Nous affirmons que toute intervention de la nouvelle administration municipale en matière culturelle et en particulier lors du Sommet de Montréal devra avoir comme considération première la place faite aux activités artistiques professionnelles et, prioritairement, favoriser leur soutien ainsi que, dans tous les domaines, leur accès par les citoyens et citoyennes, sur l'ensemble du territoire de la nouvelle ville, tout au long de l'année.

Le Sommet doit permettre la reconnaissance du statut de Montréal métropole culturelle et l'adoption de mesures conséquentes. La culture est une dimension majeure de la vie montréalaise d'aujourd'hui. Il est temps de le reconnaître réellement.

Les PC IBM utilisent une version originale  
de Microsoft® Windows™

[www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)



Dans la Ville lumière, un verre d'eau pétillante à la main

Richard Girardot, *directeur général de Perrier Vittel France, Paris.*

ThinkPad ● Où naissent vos meilleures idées?

Une baie intégrée sur certains modèles pour échanger en toute simplicité des accessoires et périphériques en option – qu'il s'agisse de supports pour assistant numérique personnel, de piles de rechange ou de disques durs supplémentaires. **La flexibilité.** Ce n'est là qu'une des raisons pour lesquelles les gens au sommet de la réussite choisissent les blocs-notes ThinkPad™. Profitez de performances et d'une mobilité exceptionnelles avec l'un de nos modèles à processeur Intel™ Pentium™ 4 – M pour PC portables. Composez le **1 877 thinkpad** ou rendez-vous à [ibm.ca/thinkpad/idees](http://ibm.ca/thinkpad/idees)

**IBM**™